

# La franc-maçonnerie

---

## Qu'est ce que c'est?

Le reflet du monde intellectuel et politique  
De l'histoire de France de la période contemporaine

### Fascicule 4

**Les travaux d'Anido MIROLO sur la Franc-maçonnerie se décomposent en 35 dossiers accessibles sur son blog <http://anidom.blog.lemonde.fr/> Pour des facilités de lecture et avec son aimable autorisation, ils sont regroupés en 5 fascicules.**

## LA PERIODE CONTEMPORAINE DOSSIERS 18 A 24

Aujourd'hui, il y aurait en France 130.000 franc-maçons c'est à dire deux fois plus qu'il y 20 ans. Ce succès s'explique par les Grandes Églises qui ont périclité, les engagements politiques on parfois déçus, la Loge Maçonnique donne un bon compromis puisqu'elle offre la possibilité d'un épanouissement personnel, en même temps qu'un engagement citoyen.

A la suite de l'épuration certains membres de la Grande Loge de France envisagent une fusion avec le Grand Orient de France principale Obédience Française. Celle-ci est vite repoussée, notamment par le grand-maître Dumesnil de Gramont qui espère pouvoir se rapprocher des Obédiences anglo-américaines avec laquelle des relations informelles ont été nouées, notamment par l'intermédiaire des soldats américains stationnés en France. En 1954, la Grande Loge de France rétablit l'obligation pour ses loges de travailler en présence d'une Bible ouverte, condition d'une telle reconnaissance et engage en 1956 des pourparlers de fusion avec la Grande Loge Nationale Française. Ceux-ci n'aboutissent pas davantage, car ils impliqueraient une rupture totale avec le Grand Orient de France.

En 1964, la scission devient inévitable. Elle aura comme déclencheur la signature d'une convention administrative avec le Grand Orient concernant notamment des échanges en vue d'éviter aux membres indéliçats radiés de changer d'obédience. 400 à 500 membres sur un effectif de 8220 quittent alors la Grande Loge en compagnie du Grand Commandeur du Suprême Conseil de France, pour rejoindre la Grande Loge Nationale Française à laquelle ils apportent le Rite écossais ancien et accepté avec l'appui du Suprême Conseil de la Juridiction Sud des États-Unis. Au cours du dernier tiers du XXe siècle, comme toutes les obédiences maçonniques Françaises, l'effectif de Grande Loge de France poursuit sa progression, ce qui la place dans une position intermédiaire entre celle du Grand Orient de France et celle de la Grande Loge Nationale Française.

L'actuel grand maître de la Grande Loge de France est **Alain-Noël Dubard**.

Alain-Noël Dubart a été élu le samedi 20 juin 2009, Grand Maître de la Grande Loge de France lors du Convent qui s'est déroulé aux Salons de l'Aveyron, Paris 12e. Alain-Noël Dubart, originaire de la métropole Lilloise, de formation classique et scientifique, exerce la Chirurgie Orthopédique. Pour le nouveau Grand Maître,

**«L'avenir de la Grande Loge de France s'inscrit, à partir d'une méthode collective, dans le développement personnel d'une réflexion Éthique et d'une Spiritualité à finalité Humaniste»**, voir [ici](#).

## Les symboles de la Grande Loge de France.



Le Grand Orient de France a pour Grand Maître Pierre Lambichini, il est de plus président du Conseil de l'Ordre du Grand Orient depuis septembre 2008. Après avoir occupé la fonction d'adjoint au Grand Secrétaire aux Affaires Intérieures. Ses principaux chantiers pour l'Obédience sont :

- la défense de la laïcité et la lutte contre le différentialisme,
- la défense des Droits de l'Homme,
- la citoyenneté,
- l'éthique de la dépendance,
- l'école républicaine,
- la présence du G.O.D.F. dans le monde,
- le devoir de mémoire.

Cardiologue de profession et ancien Interne des hôpitaux, il est né à Marseille en 1949. Il est Chevalier de la Légion d'Honneur et membre de la Commission Consultative des Droits de l'Homme depuis 2008. Il est l'organisateur de colloques dont celui consacré à l'Europe de la Bioéthique, près du Conseil de l'Europe, en 1990, à Strasbourg et celui concernant les Lois de 1905 à Marseille en 2006. Il est également Président de la Fondation du Grand Orient de France.

La Franc-maçonnerie contemporaine malgré le bouleversement technologique qui suivit la seconde guerre mondiale n'a probablement plus l'influence qu'elle avait du temps de la IIIème République mais elle est encore un laboratoire d'idées philosophiques sur la morale, la religion, la politique, la société, d'autant que la mondialisation rend difficile son influence au niveau national. Nous sommes gouvernés dans une tourmente mondiale où les États sont interdépendants, G8, G20, FMI, BEI, Union Européenne etc... Mais quelques réformes sociales importantes sont sorties des loges.

Il m'est impossible de décrire les travaux qui sont faits dans les Loges, ils sont immenses et touchent l'ensemble des pays, et quand bien même je serais franc-maçon, je ne pourrais le faire étant tenu par le secret. Je ne puis donc que relater ce que j'ai lu avec ma sensibilité imparfaite bien entendu.

Par contre, on constate, que ce soit au Grand Orient ou à la Grande Loge de France, les travaux sont de même ordre, ils se rapportent tous sur des thèmes identiques. La différence résiderait sur la laïcité et sur le caractère plus à gauche du Grand Orient.

Les Grands Maîtres de ces Loges ont tous eu plus ou moins des fonctions politiques, cela montre que la politique est bien un domaine important de leurs travaux, puisque somme toute ne gouverne-t-elle pas la société ?

Citons les lois Lucien Neuwirth relative à la régulation des naissances plus simplement sur la contraception en 1967 et Simone Veil autorisant l'interruption volontaire de grossesse l'IVG dite aussi loi Veil en 1975. Elles furent préparées par le frère Pierre Simon, ancien Grand-Maître de la Grande Loge de France. Pierre Simon médecin a été le co-fondateur du mouvement Français sur le planning familial. En 1951, Pierre Simon fonde avec Charles Hernu également franc-maçon le «**Club des Jacobins**», s'engage au Parti radical et engage la réflexion au sein du Commissariat général du Plan. Engagé au Parti radical, il ira vers le Parti Radical valoisien après que le parti Radical de Gauche se soit allié avec le PS et le PC. Il a travaillé dans les cabinets ministériels de Robert Boulin, Michel Poniatowski et bien sûr, Simone Veil. Ces lois ont participé à la réelle émancipation de la femme.

Son engagement c'est d'abord une vision philosophique de la maçonnerie qui s'exprime. Les loges doivent être les «**laboratoires de la société**» selon une démarche qu'il a lui-même relatée dans son dernier ouvrage «**La Franc-maçonnerie**». Pierre Simon est convaincu que le franc-maçon doit agir dans la cité.

La Franc-maçonnerie d'une façon générale travaille énormément que ce soit en conférences, en rencontres, en colloques, tous les enjeux contemporains sont abordés sur les domaines spirituels, éthiques, intellectuels que ce soit sur les Droits de l'Homme et du Citoyen, sur la Franc-maçonnerie spéculative sur l'étude des Loges, sur l'évolution de notre monde en somme. L'intérêt

réside en fait sur la réflexion commune et sur les conclusions qui en résultent. Cette réflexion n'est pas celle d'une personne mais celle d'une association de personnes, **c'est ce qui fait sa portée.**

Plus récemment, Roger Leray, ancien Grand-Maître du Grand-Orient fut appelé par Michel Rocard pour engager un dialogue de paix en Nouvelle-Calédonie. La guerre civile a pu être évitée en 1988 grâce aux efforts d'un frère. On sait que les francs-maçons sont attachés à la notion de laïcité. Cet attachement provoqua des heurts en 1984 quand Alain Savary, ministre de l'Éducation Nationale voulut réformer le statut des écoles dites libres. Dix ans plus tard les francs-maçons descendaient dans la rue pour manifester contre la réforme Bayrou qui constituait une nouvelle atteinte à la laïcité.

La dernière manifestation importante des Frères eut lieu à Valmy, haut lieu de l'histoire de France, en représailles à l'invitation du pape par Chirac. Le président souhaitait que le baptême du roi Clovis soit retenu comme date de naissance de la France, au mépris des valeurs républicaines.

Les débats qui animent les loges actuellement sont d'ordre social. Il est question de réfléchir à l'établissement d'un revenu vital garanti pour les chômeurs (qui serait plus élevé que le RMI). La reconnaissance civique des homosexuels au même titre que les hétérosexuels est également un sujet important pour les frères et les sœurs.

Il est notable de constater que l'on trouve beaucoup d'écrits sur François Mitterrand, un homme complexe, insaisissable, et il a permis aux auteurs de s'exprimer, laissant libre cours à leurs pensées, et ses relations avec la Franc-maçonnerie, surtout avec le Grand Orient de France socialisant, sont décrites dans plusieurs publications dont celles ci après et aux dossiers suivants.

**1981-1995. Sous François Mitterrand, les obédiences flirtent avec le pouvoir.**

(Extrait les dossiers Historia les Franc-maçons [ici](#).)

De 1981 à 1995, la franc-maçonnerie a vécu une proximité avec le pouvoir qu'elle n'avait pas connu depuis le temps des radicaux combistes, au début du siècle. Alors que la très orthodoxe maçonnerie Anglaise interdit tout débat politique au sein des loges, plusieurs Obédiences Françaises flirtent avec la politique. Au risque bien souvent d'en oublier les principes fondateurs du mouvement.

**Comment les francs-maçons influencent-ils le pouvoir politique ?**

**Quelle est leur importance dans le gouvernement de la cité ?**

**Complotent-ils en loge pour exercer secrètement le pouvoir ?**

Si l'on peut concevoir qu'une société de pensée initiatique qui fait du secret une de ses vertus cardinales, puisse susciter curiosité et, pour certains, méfiance, les francs-maçons se sont suffisamment extériorisés dans les médias, ont suffisamment pris publiquement position sur les grands thèmes de société, pour que l'on ne doute plus que leurs valeurs, **liberté, égalité, fraternité, laïcité**, se confondent avec celles de la république, dans le strict respect de **l'État de droit**.

Si la question d'un prétendu «**complot maçonnique**» ne se pose pas, il est en revanche légitime de se demander comment s'exerce l'ambition d'influence des francs-maçons sur la société. Ambition qu'ils revendiquent avec fierté puisque l'idéal maçonnique demande à chaque franc-maçon de répandre sur la société profane les vérités acquises à l'intérieur des loges, et de travailler au perfectionnement matériel et moral de l'humanité.

### L'aléatoire mesure des influences.

Reste à savoir quels sont les instruments de mesure de l'influence maçonnique dans la société et donc dans la vie politique. Toute influence n'étant efficace que si elle s'exerce par ou avec le pouvoir, on pourrait être tenté de la mesurer au nombre de ministres francs-maçons dans tel ou tel gouvernement. Ou de dénombrer les francs-maçons bien placés dans le monde de la politique, des affaires ou celui des médias. Mais, outre le fait que cet exercice est aléatoire puisque rien n'oblige un franc-maçon à dévoiler son appartenance, ce serait aussi méconnaître le sens profond de l'initiation maçonnique qui est une démarche spirituelle individuelle non quantifiable à l'aune de la représentativité sociale.

N'oublions pas non plus que si les profanes ont souvent tendance à exagérer le rôle de la franc-maçonnerie dans la société, les francs-maçons ont eux aussi tendance à s'auto-glorifier et à se donner plus d'importance qu'ils n'en ont. Ce qui ne facilite pas, non plus, la mesure de leur influence.

### L'afflux de 1981.

En 1981, si l'on en croit les nombreux articles de presse, le premier gouvernement de Pierre Mauroy aurait compté près d'une douzaine de francs-maçons. Est-ce à dire que la franc-maçonnerie avait investi le pouvoir ? Cela pouvait tout aussi bien signifier que les socialistes avaient pris le pouvoir dans les loges. Comment expliquer cette soudaine affluence de francs-maçons dans un gouvernement, alors qu'à l'exception notable de Robert Boulin et de Philippe Dechartre ils avaient été absents des gouvernements sous de Gaulle et Pompidou et qu'un seul franc-maçon avait été ministre sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, l'ancien Grand Maître du Grand Orient de France Jean-Pierre Prouteau ?

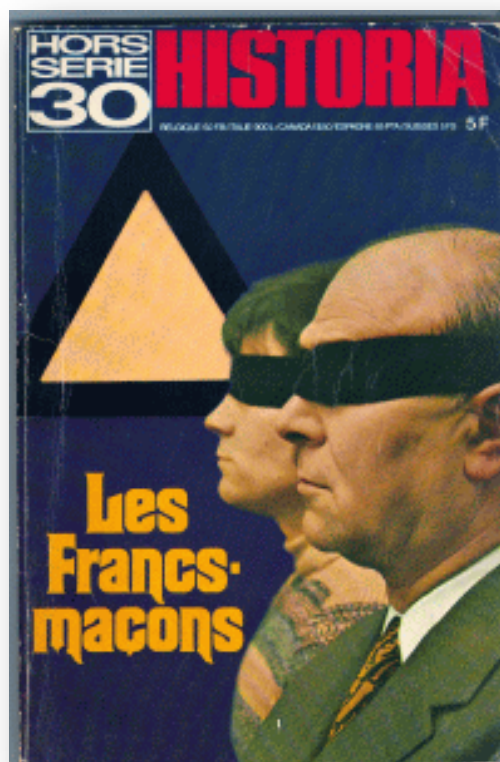
Ce qui s'est passé en 1981 résultait de deux phénomènes concomitants, d'une part, une coïncidence entre la composition sociologique des loges avec ce que l'on a appelé le «**peuple de gauche**» et, d'autre part, la tactique politique de François Mitterrand qui s'est appuyé sur les francs-maçons comme sur tous les groupes susceptibles de l'aider pour réaliser son plan de carrière. Il est évident en effet que les loges maçonniques, et celles du Grand Orient de France en particulier, constituent un concentré de la France des classes moyennes et des fonctionnaires qui ont envoyé François Mitterrand au pouvoir en 1981. Rien d'étonnant, dès lors, à ce que des francs-maçons soient entrés au gouvernement. Mais cela n'explique pas tout.

### Mitterrand et les frères.

Pour bien comprendre pourquoi autant de francs-maçons se sont retrouvés au pouvoir ou dans les allées du pouvoir en 1981, il faut connaître les relations ambiguës que l'ancien chef de l'Etat entretenait jusque-là avec eux. **Faut-il le préciser, François Mitterrand n'a jamais été franc-**

**maçon.** Au départ, même, tout l'oppose à la culture maçonnique. Né dans une famille catholique conservatrice où l'on faisait de l'antimaçonnisme son pain quotidien, élevé chez les jésuites, pensionnaire chez les pères maristes, François Mitterrand partagera la culture dominante de son milieu, avant de réaliser ce que les francs-maçons pouvaient apporter à son ambition politique. Il fera de même avec les juifs, les protestants, les catholiques, les socialistes, les communistes, l'extrême droite, les résistants, les collaborateurs, les bouilleurs de crus ou les pêcheurs à la ligne... C'est en 1958, lorsque débute sa traversée du désert après qu'il eût été plusieurs fois ministre sous la IV<sup>e</sup> République, que les ambitions de François Mitterrand vont croiser celles de jeunes loups francs-maçons atypiques.

Les Obédiences flirtent avec le pouvoir.



Que signifie cette expression qui intrigue bien des «profanes» ?

Le postulant à la franc-maçonnerie, aura été pressenti et «**parrainé**» par des amis ou un parent francs-maçons. Si des votes, au préalable, ont été favorables au candidat à l'admission à la franc-maçonnerie, celui-ci est convoqué par le Vénérable de loge pour une «**audition sous le bandeau**».

Généralement, la convocation précise que le profane doit se présenter au temple, Loge, à 20 heures. Il attend dans un cabinet aux murs nus. Combien de temps ? C'est à la Loge d'en décider... Le Frère Maître des cérémonies de la loge vient chercher le profane, lui met un bandeau sur les yeux et le conduit tout au long des couloirs jusqu'à la porte du temple.

Dans la loge, le profane va être interrogé. Sa fiche a été affichée avec sa photographie au siège de l'obédience pendant plusieurs semaines. Sa demande d'admission a été communiquée à toutes les loges de France. Ceux qui croient avoir une raison précise pour s'opposer à cette admission ont été invités à se faire connaître. Le jour du passage sous le bandeau, ils ont été avertis. Le plus souvent avant l'entrée du profane dans le temple, ils ont exprimé leurs réserves. Leur hostilité ne suffit pas à constituer un cas de refus.

La Loge peut considérer que des raisons ainsi exprimées ne sont pas suffisantes. Il arrive très fréquemment qu'elle n'en tienne aucun compte.

### La sincérité mise à l'épreuve.

Toutes les questions posées lors du passage sous le bandeau n'ont d'autre but que de cerner un aspect de la personnalité de celui qui est là. Beaucoup ont été refusés parce que les frères avaient facilement établi que les réponses qui leur étaient faites ne révélaient pas la véritable nature du profane. Il se contentait de dire ce qu'il croyait être le plus conforme à l'idée qu'il s'était faite de la Franc-maçonnerie. Le manque de sincérité est toujours sanctionné sévèrement lors du passage sous le bandeau.

Après son audition, le profane est raccompagné par le maître des cérémonies jusqu'à la porte de l'immeuble. Il se retrouve seul dans la nuit pendant que les maçons qui l'on entendu procèdent au vote. Chaque frère a reçu une boule blanche et une boule noire. La boule noire exprime le refus, le «blackbouler», c'est refuser. **Une seule boule noire élimine quatre boules blanches.** Le dépouillement a lieu sur l'autel du Vénérable par les soins du frère orateur et du frère secrétaire. Le profane ainsi admis attendra souvent plusieurs mois son initiation...

### Historia hors série 30 «Les Francs-maçons».

Les relations qui se rapportent à François Mitterrand avec la Franc-maçonnerie constituent l'essentiel de ce dossier bien qu'il n'était pas franc-maçon, et que, tout, dans sa personne, ne pouvait que l'en écarter. Le Grand Orient de France connu pour son penchant socialiste et républicain, et l'on conçoit aisément qu'il ait soutenu François Mitterrand dans son accession au pouvoir, a fait, qu'en en retour, il ait pris dans son gouvernement des ministres franc-maçons. Son épouse Danielle socialiste, mais aussi franc-maçonne avait, avec sa famille franc-maçonne, tout pour le persuader d'agir de la sorte. En fait, Mitterrand est resté ce qu'il était c'est à dire de marbre, la Quatrième république l'avait forgé, et au pouvoir, bien que sous l'œil de la Franc-maçonnerie qui surveillait ses faits et gestes, il a fait ce qu'il a voulu. En a-t-elle profité ? Rien n'est moins sur, Mitterrand n'était pas homme à se laisser guider, il avait besoin d'elle pour son accession suprême. La preuve est éclatante sur la laïcité de la loi Savary en fin de ce dossier, ou Mitterrand ne s'en ait pas laissé compter. Or, actuellement que constate-t-on que le parti socialiste n'a plus la puissance d'autant, sans que pour autant le Grand Orient de France ait modifié sa ligne socialisante et républicaine, est-ce donc à dire qu'il n'a pas en fait la puissance que l'on veut lui attribuer ?



### Les franc-maçons sans tablier.

L'expression désigne les personnages qui n'ont jamais été initiés, mais sur lesquels court la rumeur, parfois depuis des siècles.

Au XXème siècle Charles de Gaulle (1890-1970) - Georges Pompidou (1911-1974) - Valéry Giscard d'Estaing (1926) - François Mitterrand (1916-1996). Souvent confondu avec son homonyme, Jacques Mitterrand, Grand Maître du Grand Orient - Jacques Chirac (1932). Son grand-père fut Vénérable de la loge de Brive du Grand Orient - Raymond Barre (1924-2007), invité à des tenues blanches - Michel Rocard (1939) - Pierre Bérégovoy (1925-1993). Mais aussi, Jacques Chaban-Delmas (1915-1996), il a toujours entretenu de bons rapports avec les obédiences maçonniques. Il inaugura le Grand Temple de la GLNF de Bordeaux.

Quand à Sarkozy nous verrons plus en avant ses relations avec la Franc-maçonnerie, ou le 23 juin 2003 Sarkozy pour le troisième anniversaire de cette association prononça,

« **La Franc-maçonnerie est ici chez elle au ministère de l'intérieur** »

### Sarkozy est-il franc-maçon ?

Ses relations avec la Franc-maçonnerie.

« **Dis-moi qui tu fréquentes et je te dirai qui tu es !** »

Un Ministre de l'Intérieur ne peut gouverner que par les relations qu'il entretient avec la Franc-maçonnerie. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre, avouait, « **jamais je n'aurais pensé que les francs-maçons étaient aussi puissants** ».

C'est très révélateur, la droite Française qui n'a pas besoin de la Franc-maçonnerie pour gouverner découvre son influence et, il lui semble souhaitable de copiner avec elle tout comme François Mitterrand d'ailleurs qui, lui, n'avait pas sa potentialité.

Donc, Sarkozy n'a eu d'autre choix que de composer avec des francs-maçons d'influence. Au printemps 2006, il demande à Alain Bauer de lui dresser une liste de grands maîtres qu'il pourrait inviter place Beauvau. Le vouvoiement tourne rapidement au tutoiement, Sarkozy, maître de la main dans le dos, comprend vite ce qu'il peut en craindre et ce qu'il peut en attendre, et Bauer de le tester, de le mettre au pied du mur pour s'assurer que son « élève » a bien compris, c'est lui qui le fera parler, devant les jeunes de l'université d'été de Jaurès, de Blum, de République est à vous, de République c'est vous. Ce fut un triomphe, la salle se leva pour applaudir, et à partir de là ce fut l'heure de gloire pour Bauer.

Revenons à François Mitterrand.

Des Maçons atypiques. (Suite des dossiers historia les franc-maçons [ici](#) ).

Lire aussi, «[Le tabou des Frères militaires](#)», appartenance à la «[Grande Muette](#)», une place forte de la Franc-maçonnerie [ici](#).



Au premier rang de ceux-ci, se trouve **Charles Hernu [1]**. Ce proche de **Mendès France [2]**, fondateur du «Club des jacobins» dont la totalité des membres est franc-maçonne, est un personnage trouble. Au cours de l'année 1944, Charles Hernu a en effet été délégué à l'information sociale du gouvernement à Vichy dans le département de l'Isère et s'est distingué par ses positions résolument collaborationnistes. Arrêté à Lyon à la Libération, il est accusé d'avoir dénoncé une famille juive de Grenoble et fera trois mois de prison dans cette ville, avant d'être libéré sans jugement. Bien que cette accusation soit restée sans suite, il est étonnant que le jeune Charles Hernu ait pu être initié à la Grande Loge de France, puis au Grand Orient de France au début des années 50, alors qu'à l'époque tout impétrant devait remplir un questionnaire pointilleux sur ses activités durant l'Occupation.

Même constatation en ce qui concerne Jean-André Faucher dont Mitterrand fera la connaissance à la même époque. Ce journaliste de Limoges, qui fonda le Club des montagnards dans les années 50, a appartenu pendant la guerre au Parti Populaire Français (PPF) de Doriot. A la libération, il sera accusé d'avoir torturé des

résistants et sera condamné à mort par contumace par la cour d'assises spéciale de Limoges. Il fera par la suite une brillante carrière maçonnique à la grande Loge de France, dont il deviendra un personnage influent dans les années 70-80 avant d'en être exclu. Ce qui ne l'empêchera pas de recevoir la Légion d'honneur en 1989 pour services rendus dans les missions de paix en Nouvelle-Calédonie, à la demande du ministre des DOM-TOM, Georges Lemoine, tout en continuant à écrire sous un pseudonyme dans l'hebdomadaire du Front national National Hebdo...

Un troisième personnage au même profil vient compléter cet étonnant tableau, en la personne de Georges Bérard-Quélin, qui s'est fourvoyé dans la presse collaborationniste sous l'Occupation avant de devenir un franc-maçon influent à travers les lettres confidentielles qu'il édita jusqu'à sa mort, en 1990.

### D'une prise de pouvoir à l'autre.

Ces trois «**frères**», qui se sont incontestablement servis de la franc-maçonnerie pour se blanchir après la guerre, vont participer avec d'autres francs-maçons comme Gérard Jacquet, Georges Lemoine, Guy Penne et Pierre Joxe, à la création de la Convention des institutions républicaines, puis de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS) qui servira de tremplin à François Mitterrand pour créer le nouveau Parti socialiste au congrès d'Epinais, en 1971. Selon Gilles Martinet, la prise de pouvoir de François Mitterrand au congrès d'Epinais aurait été préparée dans les locaux du Grand Orient de France, rue Cadet à Paris, sous les auspices de Roger Fajardie, membre du comité directeur de la SFIO. Cet ancien conseiller de l'ordre du GODF, proche de Pierre Mauroy, est décédé en 1987. Il fut longtemps le responsable de la fraternelle Paul-Ramadier, un influent club socialiste rassemblant les francs-maçons du parti.

Mais si Mitterrand s'est incontestablement appuyé sur certains réseaux maçonniques pour étayer sa carrière, peut-on pour autant dire que c'est la franc-maçonnerie, au sens large, qui l'a soutenu ? N'oublions pas, en effet, que la prise du pouvoir d'Epinais s'est faite contre Guy Mollet, franc-maçon de longue date qui ne mettra plus les pieds au Grand Orient après cet épisode.

*«Guy Mollet, leader socialiste particulièrement controversé (1905-1975). Dans la première période de sa vie Guy Mollet est surveillant, puis enseignant syndicaliste, socialiste, pacifiste et franc-maçon avant guerre. **Initié en 1934 à la loge «Conscience» du Grand Orient de France, il en démissionne en 1969 accusant alors l'obédience de soutenir trop ouvertement les visées de François Mitterrand dans la recomposition de la gauche non communiste. Son histoire personnelle, dès qu'il occupe des responsabilités politiques, s'insère dans celle du Parti socialiste au point que les deux récits sont intimement mêlés. Il se veut gardien de la doctrine et de l'histoire de la SFIO».**(voir également l'élection présidentielle l'historique [ici](#) )*

1944, [Mitterrand découvre les Maçons](#), voir [ici](#).

Dans la Résistance, François Mitterrand rencontre Christine Gouze, qui lui présente un jour sa sœur Danielle. [...] Antoine Gouze, le père, est principal du collège de Villefranche-sur-Saône-sur-Saône, Renée, la mère, est institutrice. Ils sont SFIO. Comme nombre de ces «hussards noirs» de la III<sup>ème</sup> République, qui se sont tant battus contre l'omniprésence du clergé, Antoine est franc-maçon. En 1940, il a refusé de recenser, comme on le lui demandait, les élèves et professeurs juifs de son établissement. Il a été révoqué...

Leurs différences culturelles n'empêcheront pas François et Danielle de s'épouser, le 28 octobre 1944. En fait, le jeune homme, qui plaisantait volontiers devant ses amis, «Je vous présente ma fiancée laïque et républicaine», apprend à apprécier les valeurs de sa belle-famille. Même si son beau-père ironise en retour, «Mon gendre est un calotin». Bientôt Mitterrand découvre dans son entourage bien d'autres francs-maçons qu'il apprend à estimer et à aimer. Au premier rang, il y a Georges Beauchamp, le compagnon de Résistance, qu'il a chargé, dans son réseau, de lutter contre le STO, et qui lui restera fidèle tout au long de sa vie. Il y a aussi Philippe Dechartre, qui choisira d'autres voies en devenant, lui, ministre du général de Gaulle, mais qui lui conservera toujours une réelle amitié.

A la Libération, pourtant, François Mitterrand n'est pas considéré comme un ami des francs-maçons. Il pourrait même apparaître comme leur ennemi, si l'on considère son hostilité déclarée au Parti radical qu'ils ont incarné. Il ne peut pas pardonner Munich et le désastre de 1940 aux hommes de la IIIème République, c'est donc l'UDSR (Union démocratique et socialiste de la Résistance) qu'il rejoindra. Les socialistes de la SFIO ? Trop marxistes ! Et puis, ils ont déjà un leader, en la personne de Guy Mollet franc-maçon lui aussi. Battue à plate couture à l'élection de la première Assemblée constituante, en octobre 1945, l'UDSR est contrainte de s'allier avec ce qui reste du Parti radical. C'en est trop pour certains de ses membres, issus de la Résistance, qui décident de s'en aller. Mitterrand reste, malgré ses préventions. Tout comme Bastien Leccia, un autre fidèle entre les fidèles, Frère de la Grande Loge et indéfectible compagnon de route du futur président. Tout comme Roland Dumas, aussi.

Sous une autre étiquette, celle du RGR (Rassemblement des Gauches républicaines, que l'on pourrait en fait classer au centre-droit), Mitterrand se présentera donc à l'élection de la seconde Assemblée constituante. Il est battu, mais on l'a remarqué. Henri Queuille, le chef des radicaux, ne l'a pas oublié lorsqu'il s'agit de présenter des candidats RGR aux législatives d'octobre 1946. La Vienne ou la Nièvre ? Va pour la Nièvre. Cette fois, il est élu. [...]

#### Mitterrand se sert du réseau.

A l'époque où Hernu commence à jouer les ambassadeurs auprès de ses frères, les francs-maçons n'ont, c'est certain, aucune raison de porter Mitterrand dans leur cœur. Ils sont aussi méfiants envers lui qu'il peut l'être à leur égard. Et ils ont de quoi argumenter ! L'éducation cléricale, les prises de position politiques depuis la Libération ? Passe encore. **Mais la francisque !**

En 1946, on lui refuse d'ailleurs, pour ce motif, l'accès à la loge de l'Abbé-Grégoire, où il était prévu qu'il effectue une visite. Mitterrand est-il homme à oublier pareille humiliation ? Oui... si cela peut servir son dessein... [...] En juin 1964 apparaît la Convention des Institutions républicaines. Bastien Leccia en est, qui présidera la CIR départementale des Bouches-du-Rhône. Tout comme Guy Penne, secrétaire général du Club des Jacobins d'Hernu, et membre avec lui de la loge parisienne Locarno, qui siègera au groupe permanent de la Convention. Tout comme Jean-André Faucher, venu apporter dans l'escarcelle son Club des Montagnards. Ce personnage est une énigme à lui seul, condamné à mort à la Libération pour crime de trahison en temps de guerre, plus tard haut dignitaire de la Grande Loge de France, il participera à la campagne présidentielle de **François Mitterrand en 1965**, collaborera cependant à «Minute» et «National Hebdo»... mais participera néanmoins aux missions de paix en Nouvelle-Calédonie, où l'enverra Jacques Fournet, alors directeur de cabinet du secrétaire d'Etat socialiste, et frère du GO, Georges Lemoine...

Son obédience le désavoue-t-elle qu'il crée la très confidentielle «Grande Loge d'Orient et Occident». Il est exclu de la GLF ? Que lui importe ! Il n'en est pas moins élevé au grade de chevalier de la Légion d'Honneur au titre du secrétariat d'Etat aux Départements et Territoires d'Outre-Mer, en bonne place dans une promotion qui porte les signatures de Georges Lemoine et de Jean-Claude Colliard, directeur de cabinet de François Mitterrand, et lui aussi franc-maçon. Les voies du Grand Architecte de l'Univers ne le cèdent décidément en rien à celles du Seigneur... [...]

Après l'élection du 10 mai 1981, le Grand Orient n'a jamais côtoyé le pouvoir d'aussi près depuis l'époque d'Émile Combes. Non seulement, on compte des ministres francs-maçons mais ils sont également nombreux dans les cabinets ministériels et dans l'entourage du Président, à l'Élysée.

Le Grand Maître, Roger Leray, élu en 1979, ne fait pas mystère de son amitié avec Mitterrand et de son appartenance socialiste. Cet ancien radical, devenu membre du Parti socialiste, voue une grande admiration à François Mitterrand qui sait, en retour, lui donner le sentiment d'être important. Et le 13 août 1981, Roger Leray ira jusqu'à écrire dans *Le Monde* que,

«Les projets du gouvernement correspondent à la sensibilité des francs-maçons du Grand Orient de France».

### Une Franc-maçonnerie de cour ?

A l'époque, cette franc-maçonnerie voyante, que d'aucuns comparent à la franc-maçonnerie de cour sous Napoléon Ier, tranche avec le comportement traditionnellement plus discret des autres obédiences maçonniques. La Grande Loge Nationale de France (GLNF) s'interdit tout débat politique dans ses loges. Ce qui n'empêche pas ses membres, recrutés dans les sphères influentes des milieux économiques, de se regrouper par affinité politique ou d'intérêt en dehors des loges. A la Grande Loge de France, où l'on est plus discret qu'au Grand Orient, on n'apprécie guère, alors, les manifestations publiques d'allégeance au pouvoir de Roger Leray. Dans les années 80, le Grand Maître de la GL, Jean Verdun parlera du «retour dans les rouages de l'État d'une franc-maçonnerie à la spiritualité délavée». L'ancien sénateur, franc-maçon du GO, Henri Caillavet déclarera quant à lui, «Nos frères font, hélas ! Souvent passer leur allégeance partisane avant leur conscience maçonnique».

### Rupture sur la laïcité.

Les relations entre François Mitterrand et le Grand Orient de France vont cependant connaître une parenthèse orageuse avec l'arrivée de Paul Gourdot à la tête de l'obédience. Laïc ardent, cet historien de formation ne transige pas avec les principes. Le 22 décembre 1982, il écrit une lettre à Mitterrand pour s'insurger contre le contenu insuffisamment laïc de la loi Savary et prend un ton presque comminatoire pour rappeler le chef de l'État aux grands principes de la laïcité. Il fait même grief au Président d'avoir permis la présence de deux ministres de la République lors d'une cérémonie au Vatican. Mitterrand n'est pas du genre à apprécier ce genre de rodomontade. Dix ans plus tard, lorsque éclatera l'affaire de la Sagès, le chef de l'État aura des mots très durs contre les francs-maçons qu'il accusera d'être à l'origine de cette nouvelle affaire qui empoisonne le PS.

Le Grand Orient répliquera de manière cinglante en accusant ni plus ni moins François Mitterrand de faire le jeu de l'extrême droite. La manière dont François Mitterrand traita la question laïque, si chère au cœur des francs-maçons, est révélatrice des relations complexes que ceux-ci entretiennent avec le pouvoir. Dans la foulée de l'élection du 10 mai 1981, le camp laïc, qui ne compte pas que des francs-maçons, attend avec impatience que se réalise la promesse de créer un grand service public unifié de l'éducation qui intégrerait l'école privée. Tout indique pourtant que la culture personnelle, la formation et l'entourage de François Mitterrand le rapprochent du camp catholique. Il n'a jamais caché son admiration pour les bons pères de l'institution Saint-Paul

d'Angoulême, où il a fait ses études secondaires, ou pour les pères maristes de la rue de Vaugirard, chez qui il prendra pension avant la guerre lorsqu'il sera étudiant à Paris.

Ce n'est sans doute pas un hasard si, en 1982-1983, Pierre Mauroy confie au très modéré Alain Savary la mission de mener à bien une réforme qui vise, certes, à intégrer l'école privée au sein du service public d'éducation, mais sans pour autant lui enlever quoi que ce soit de sa spécificité confessionnelle. Du côté des laïcs les plus intransigeants, on considère même, à l'époque, que cette réforme recèle les germes d'une confessionnalité de l'enseignement public et vise, en fait, à faire rentrer le loup clérical dans la bergerie laïque.

**[1]Charles Hernu.**

### HERNU BLANCHI PAR LES MACONS ?

Il est le fils d'un gendarme maçon. Après avoir vécu une enfance sans histoires à Lyon, il s'est retrouvé adolescent dans la tourmente de l'Occupation, sans un diplôme en poche. Il a 20 ans en 1943, rejoint cette année-là les chantiers de jeunesse, qui tiennent alors lieu de service national. Et puis il s'égare... On sait en effet aujourd'hui que Charles Hernu ne fut jamais le glorieux résistant dépeint par certains de ses biographes. C'est, en fait, au sein d'une organisation pétainiste, «**la Propagande ouvrière**», dépendant du ministère de l'Information à Vichy, qu'on allait le retrouver en 1944. Puis à la prison de Grenoble, au mois d'octobre de la même année incarcéré pour faits de collaboration...

Le journaliste Jean-Molse Braitberg, qui a mené la plus sérieuse enquête sur cette période de la vie d'Hernu, a réuni les preuves de ce qu'il avance, les notes des Renseignements généraux évoquant le zèle du jeune délégué à l'Information à Vichy, les témoignages d'anciens compagnons et aussi d'anciens résistants, les coupures de presse des années 50.

### Les francs-maçons sont-ils pour quelque chose dans cette opération réussie de «blanchiment» politique ?

On l'a dit, on l'a même écrit. Le secrétaire du comité d'épuration de Lyon, Maurice Berla, était en tout cas un personnage influent, radical et maçon tout comme le père du jeune Charles. Charles Hernu a depuis longtemps retrouvé une virginité lorsque son destin se lie à celui du futur président. Oublié le temps où, député radical de la Seine, il réclamait à cor et à cri, la démission d'un garde des Sceaux qui s'appelait François Mitterrand ! Mendésiste, il est passé avec armes et bagages dans le camp de celui qui lui paraissait le mieux incarner l'opposition au gaullisme triomphant. Il ne ménage pas ses efforts pour plaider sa cause chez ses frères maçons, comme il le fera plus tard auprès des militaires. Initié au Grand Orient en mars 1950, Hernu est un maçon voyant. Son appartenance lui ouvre bien des portes, son pouvoir de séduction fait le reste. [...]

François Mitterrand en compagnie de Charles Hernu. Initié au Grand Orient de France en 1950, Hernu a tout fait pour faire oublier son passé de collaborateur.



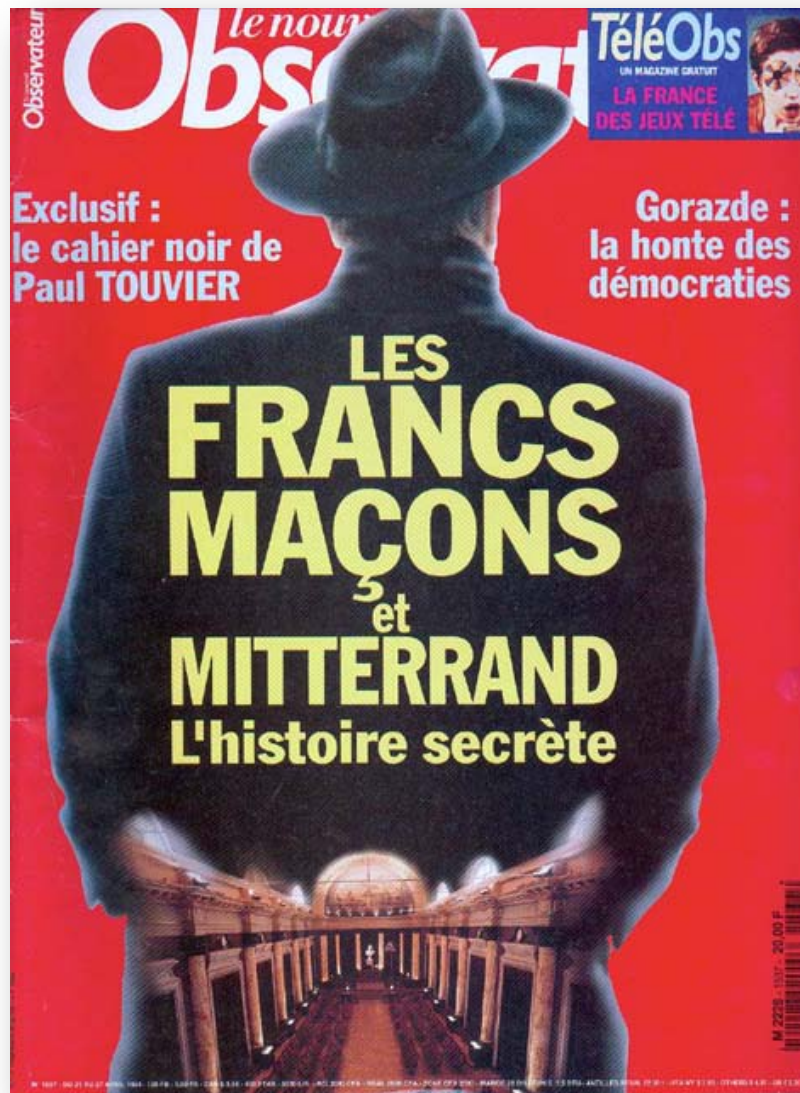
## [2] Pierre Mendès France.

Fils de Franc-maçon, Pierre Mendès France fut initié le 19 mai 1928 à la «Respectable Loge Paris» et visita également souvent la «Loge Union et Progrès» à Pacy-sur-Eure. C'est un vrai franc-maçon comme son père, c'est-à-dire de ceux qui ne transigent ni sur la morale, ni sur les valeurs de la République ! Il meurt le 18 octobre 1982 à sa table de travail.

Certains l'ont dénigré et peut-être détesté. Mais pour beaucoup de Français, sans doute la majorité, le nom de Pierre Mendès France évoque une courte période de notre Histoire, durant laquelle ils eurent le sentiment d'être entendus et compris. PMF, puisque c'est ainsi que tous le désignaient familièrement, avait des qualités exceptionnelles d'homme d'État, qualités que plus tard, lui reconnurent nombre de personnalités, même parmi ceux qui s'opposèrent à lui en

politique. Suivant une formule que d'autres après lui s'attribuèrent, **il disait ce qu'il faisait et faisait ce qu'il disait**, avec honnêteté, clarté et détermination. Le citoyen PMF insufflait de la morale dans la politique, laquelle, le plus souvent hélas, en est bien dépourvue. (voir l'élection présidentielle l'historique [ici](#)).

Les Obédiences flirtent avec le pouvoir.



Ils sont 100 000 en France et désirent rester dans l'ombre. Ils disent aussi ne pas vouloir faire de politique. Paradoxalement, c'est dans les allées du pouvoir politique et économique qu'on les croise le plus souvent les franc-maçons. De même qu'ils sont à la tête de toutes les mutuelles Françaises, MAIF, Macif, Matmut..., qui assurent près de 30 millions de personnes, de même ils ont occupé pendant les années Mitterrand une place privilégiée, chaque gouvernement socialiste ayant regroupé une douzaine d'initiés.



Près d'un quart des ministres ! De Roland Dumas à Roger Bambuck, de Pierre Joxe à Yvette Roudy et même Jack Lang, qui, il est vrai, ne fréquentait plus ses «Frères» lorsqu'il fut nommé à la Culture. On se souvient de la cérémonie du Panthéon, le 21 mai 1981, quand François Mitterrand alla saluer Jean Jaures, Victor Schoelcher et Jean Moulin. Les deux derniers **étaient des maçons**. Cela signifie-t-il que le président de la République, dont l'épouse est elle-même issue d'un milieu maçonnique, (voir le dossier précédent), dont les intimes, **Charles Hernu, Roger-Patrice Pelat ou François de Grossouvre, étaient initiés**, ait des affinités avec le Grand Orient ou la Grande Loge de France ? Ou plutôt que, fin tacticien, il ait voulu mettre dans son camp ces frères si utiles lorsque des problèmes délicats surgissent ?

Guy Penne aux Affaires africaines, Olivier Stirn, Henri Emmanuelli ou Georges Lemoine aux DOM- TOM... Le Grand Orient, particulièrement sensible aux valeurs laïques et républicaines, ne lui a, en tout cas, pas facilité la tâche. On sait que c'est cette obédience qui, le 16 janvier dernier, a été la première à mener le combat contre la loi Falloux. On sait peut-être moins qu'en 1984 elle fut tout aussi intransigeante avec Alain Savary que le furent, dans l'autre camp, les partisans de l'école privée. Enfin, depuis qu'ils ont été mêlés aux affaires, d'Alain Boubilil à Christian Nucci, Max Théret et Jean-Michel Bouchtron, les francs-maçons conservent-ils toujours auprès de François Mitterrand l'audience à laquelle ils aspiraient ? En définitive, quel impact auront-ils eu lors des deux septennats dans la vie républicaine ? Bernard Teper du Grand Orient de France répond à ces questions. En même temps que nous publions en avant-première des extraits de la grande enquête de Patrice Burnat et Christian de Villeneuve, «**les Francs-maçons des années Mitterrand**», qui paraît le 26 avril prochain aux éditions Grasset par :

**Nicole Leibowitz rédactrice en chef au Nouvel Observateur.**



En 1958, des «Frères» dont François de Grossouvre l'aident à s'en sortir, battu par un gaulliste aux législatives, Mitterrand s'est replié vers le palais du Luxembourg. Quand éclate «l'affaire de l'Observatoire», cet attentat qu'on le soupçonnera d'avoir organisé contre lui-même. . .) Il est humilié, on le dit fini, marginalisé. Il met cependant à profit les années qui viennent pour se constituer de nouveaux réseaux. Il n'oublie pas les francs-maçons. Quelques-uns de ses amis les plus sûrs sont en mesure de lui procurer des ouvertures. C'est l'époque du virage à gauche, seule voie susceptible de lui ouvrir la route du pouvoir, face à de Gaulle. Deux clubs obscurs se sont regroupés derrière lui, la Ligue pour le Combat républicain, auquel il appartient et qui comprend déjà, outre l'inévitable Georges Beauchamp, Louis Mermaz franc-maçon et François de Grossouvre, futur conseiller du président à l'Élysée, le Club des Jacobins, ensuite, présidé par un jeune homme qui a déjà acquis une certaine importance dans les loges lyonnaises et qui en aura beaucoup plus encore dans les futurs gouvernements socialistes, Charles Hernu, voir le dossier 19.

### En 1984, Alain Savary et la guerre des écoles.

Il ne s'est passé que quelques jours depuis sa nomination au poste de ministre de l'Éducation nationale, et déjà le profane Alain Savary comprend que rien ne sera tout à fait aussi simple qu'il l'avait souhaité. **C'est un émissaire du grand maître du Grand Orient qui vient de doucher son enthousiasme tout neuf**, Paul Gourdot Grand Maître de 1981 à 1985, au nom de son obédience, s'étonne en effet de l'absence du moindre initié dans le cabinet du ministre, fait sans précédent, selon lui, dans l'histoire de la République. Simple effet du hasard ? Il ne peut pas y croire.

Les hostilités sont ouvertes. Le même Paul Gourdot s'est, il est vrai, déjà fait remarquer à l'Élysée en envoyant un courrier peu amène à François Mitterrand. Il a pris la liberté de rappeler au président de la République ses engagements électoraux et, en particulier, ses promesses en matière d'éducation. C'est ainsi qu'il écrit, en décembre 1982,

*«Dans le domaine de la laïcité de l'État, notion inscrite dans la Constitution de la République, nous exprimons fermement le désir de voir prendre rapidement les mesures destinées à la construction d'un grand service unifié et laïque d'éducation, par l'intégration des établissements scolaires qui ne pourraient continuer à bénéficier de l'aide de l'État qu'en perdant leurs caractères propres».*

Il poursuit,

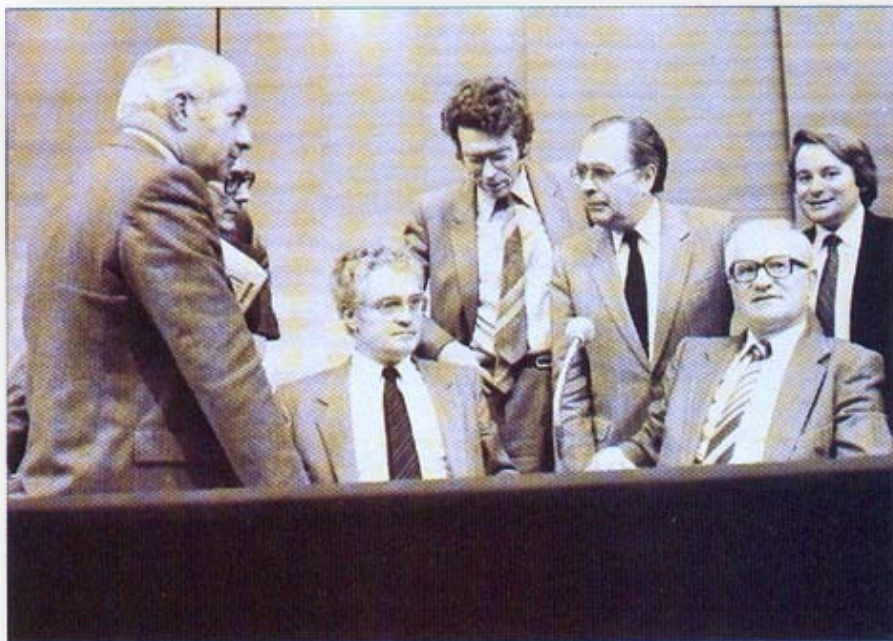
*«Les propositions du gouvernement pour l'ouverture des négociations que vient de présenter le ministre de l'Éducation nationale ne sont pas de nature à nous rassurer sur cet aspect. Nous nous sommes inquiétés, au surplus, de l'entorse faite au principe de laïcité de l'État par la présence officielle de deux ministres de la République au siège de la catholicité, à Rome, pour assister à des cérémonies qui tiennent du caractère spirituel de l'État du Vatican, caractère exclu du champ des relations inter-états».*

Le ton était donné. François Mitterrand ne peut accepter ce qu'il considère au mieux comme une injonction, mais plus probablement comme un incongru rappel à l'ordre du Grand Orient de France. Les relations entre l'Élysée et la Rue-Cadet vont en être affectées pendant toute la période où Paul Gourdot présidera aux destinées du GODF, jusqu'en septembre 1985. De ces

relations contrariées entre le Château et la Rue Cadet naît, en tout cas, le malentendu qui va s'installer entre certains maçons d'un côté, François Mitterrand et le gouvernement Mauroy de l'autre.

Quelles sont les forces en présence dans cette guerre scolaire qui bientôt va s'ouvrir ? A la tête des défenseurs de l'enseignement privé, le chanoine Paul Guiberteau, secrétaire général de l'Enseignement catholique. Le camp laïc, lui, est animé par les enseignants et leurs organisations syndicales, toutes fédérées (à l'exception du Sgen-CFDT) sous la bannière du Cnal (Comite national d'Action laïque) auquel le Grand Orient est très lié.

### Les trois franc-maçons



28 octobre 1981, réunion du comité directeur du PS.  
Parmi eux, trois francs-maçons, Pierre Joxe, Jean Poperen et Andre Laignel.

Les négociations durent dix-huit mois pour aboutir au projet de loi que présente Alain Savary à l'Assemblée nationale du 21 au 24 mai 1984. Selon le ministre de l'Education, le projet «mettait en place les outils d'un rapprochement progressif et programmé de l'enseignement privé sous contrat vers un service public rénové». C'est à propos de ce «processus de fonctionnarisation des enseignants qui mettrait en péril l'identité de l'école catholique» que pouvait alors se développer un conflit avec les partisans du père Guiberteau. Or, ce sont les «bouffeurs de curé» qui montent en ligne pour manifester leur violente opposition à un projet de loi soudain jugé trop timide.

Andre Laignel, qui par le hasard de la cooptation appartient pourtant à la GLF, apparaît comme l'un des plus farouches et virulents ennemis du texte gouvernemental. De fait, le député-maire

d'Issoudun trouve de solides appuis à l'Assemblée nationale. Il y est soutenu notamment par son frère du GO Pierre Joxe qui, au risque de paraître simpliste, a fait sien le slogan,

**«A école publique fonds publics, à école privée fonds privés»**

Joxe et Laignel peuvent compter sur l'énergique soutien du futur maçon Jean Poperen et du premier secrétaire du Parti socialiste de l'époque, Lionel Jospin. C'est dire combien Alain Savary se sent isolé. Pendant toute la durée des négociations, ces hommes font le siège de l'Élysée, harcelent l'Hôtel Matignon et le ministère de l'Éducation nationale dans le but d'obtenir un durcissement du projet. Quand Alain Savary défend son texte devant le Parlement, ils donnent toute leur mesure. Alors que le ministre de l'Éducation nationale croit faire un pas vers la laïcité, André Laignel lui retire ses illusions, s'enflammant, «Nous ne pouvons imaginer que votre gouvernement choisisse de sacrifier ceux pour qui, comme l'avait écrit le président de la République François Mitterrand, «le choix de laïcité participe depuis l'origine des temps à tout ce qui fut le combat des hommes pour la liberté».

Le divorce est brutal. L'incompréhension totale. Pendant toutes les négociations, Pierre Mauroy a suivi le projet de loin. Mais il apporte à plusieurs reprises son soutien à son ministre de l'Éducation nationale. Il va jusqu'à qualifier Pierre Joxe et Jean Poperen de **«laïcs du passé»**. Il n'en est pas moins contraint, sous la pression du parti, de lâcher Alain Savary. Après une énième motion de censure déposée par l'opposition, le projet de loi revu et corrigé par Laignel, Poperen, Joxe, Jospin leurs amis est donc adopté à l'Assemblée nationale.

Les défenseurs de l'enseignement privé organisent alors une formidable mobilisation de leurs troupes. Le succès est phénoménal, le 24 juin 1984, près d'un million et demi de personnes envahissent la capitale. Parmi les manifestants, beaucoup de parents d'élèves et d'enseignants, beaucoup d'hommes politiques, en effet. Mais aussi un certain nombre de francs-maçons. Pour la première fois, c'est toute l'extravagante diversité de la franc-maçonnerie Française qui se retrouve mise à nu au détour de l'aventure de la loi Savary.

Michel Sy, membre du GODF, président de la fraternelle des hauts fonctionnaires et proche de Jacques Chirac, participe par exemple à la manifestation du 24 juin. De même Didier Bariani, député, maire du 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris, radical valoisien et membre de la GLNF. De même encore, chez lui à Nancy, André Rossinot, membre du GO, que l'on remarque à la tête du cortège des partisans de l'enseignement libre. Que cette diversité se manifeste à l'occasion d'un débat autour de la question scolaire eut été impensable sous la III<sup>ème</sup> République, la franc-maçonnerie était alors infiniment plus homogène. Qu'en conclure ? Que l'engagement politique prime désormais sur l'engagement maçonnique.

Quelques jours plus tard, le 12 juillet 1984, François Mitterrand décide ex abrupto de suspendre la loi, autant dire de l'enterrer. Bottant en touche, il a choisi de s'en remettre aux Français en leur proposant d'organiser un référendum sur l'organisation des référendums ! Quelles raisons ont-elles bien pu pousser le président à prendre cette décision si brutale, à jeter si tôt l'éponge, renonçant du même coup à un combat cher entre tous au **«peuple de gauche»**, et pas seulement aux francs-maçons ?

L'ancien élève de Saint-Paul d'Angoulême et des maristes eut sans doute la conscience déchirée. Peut-être écoutait-il sa sœur, Geneviève Delachenal, chargée des relations extérieures au groupe catholique Bayard-Presse. Reste l'interprétation d'Henri Caillavet,

«Il ne pouvait pas s'engager sur la laïcité comme aurait dû le faire un chef socialiste, cela n'a jamais été un débat opportun pour sa carrière et donc jamais un grand dessein pour lui. Il a préféré s'évader et débattre de l'Europe.

Victimes de leur propre intolérance, les «**bouffeurs de curé**» ont échoué».

Dans nombres de loges, on en conçoit de l'amertume.

A FONDS PUBLICS SERVICES PUBLICS,

Ce dogme républicain n'a donc pu être appliqué par un gouvernement de gauche nouvellement élu après tant d'années rejeté par les Français. Ce constat montre que cette gauche au dogmatisme d'arrière garde, cultivé au Grand Orient de France n'a pas évolué avec le temps. Si les fonds publics doivent aller aux services publics ce qui est somme toute normal, ne l'est plus pour l'éducation, cheval de bataille de la droite qui à su se rassembler pour montrer sa détermination. La gauche qui venait aux affaires ne s'est pas rassemblée de la même façon, elle a laissé courir, elle n'a pas su imposer cette valeur républicaine fondement de notre démocratie.

En fait la droite dans le plus profond des foyers a le courage de ses opinions, la gauche non, elle ne sait pas, elle a peur. Elle croit que voter pour elle est suffisant ce qui est faux. **Si un gouvernement n'est pas soutenu par sa base, il ne tient pas.** Nicolas Sarkozy n'aurait jamais abdiqué même devant une si grande manifestation, Mitterrand l'a fait, a-t-il eu raison, oui pour éviter une guerre inutile. Il l'aurait perdue.

La gauche ne tient donc pas ses engagements rien d'étonnant que les Français ne croient plus en elle. Le problème est qu'elle veut avec sa bonne volonté rendre plus de justice sociale que la droite qui, elle, ne s'occupe pas de considération de cette sorte sachant qu'elle sera de toutes façons majoritaire, et que, si elle perd le pouvoir quelques années, elle le récupérera ensuite pour inhiber ce que la gauche aura fait.

L'école est une institution sacrée, tous les Français ont droit à l'éducation gratuite depuis Jules Ferry, seulement notre école laïque va mal. Elle doit recevoir tout le monde, et l'on voit de plus en plus d'enfants venant de l'immigration qui ne suivent pas très bien les enseignements, compromettre l'éducation des autres enfants de souche Française, de sorte que les parents ont peur, et veulent mettre leurs enfants dans le privé dans l'espoir d'un enseignement meilleur, ce qui n'est pas forcément vrai. Mais, ils sont de plus en plus nombreux à le croire quand l'on sait l'importance qu'elle a sur la vie future des jeunes Français.

**Mais de quelle laïcité s'agit-il ?**

De celle, sourcilleuse, défendue par l'ancien Grand Maître Paul Gourdot qui se complaît, non sans malice, à donner de lui une image de «**bouffeur de curé**». Ou, d'une laïcité dite «**ouverte**»,

défendue par certains francs-maçons de la Ligue de l'enseignement qui **admettent l'expression des différences culturelles et religieuses à l'école dans certaines conditions ?**

Derrière l'unanime condamnation du communautarisme à l'américaine et l'attachement maintes fois renouvelé à la République une et indivisible par les Grands Maîtres du Grand Orient de France successifs, les francs-maçons de cette fin de siècle, sont plus divisés qu'il n'y paraît sur cette question fondamentale. Ils ont été, comme le reste de la population, divisés en deux camps au moment de la loi Savary. **Et ce clivage perdure.** D'un côté il y a ceux qui, à tort ou à raison, sont attachés aux libertés aux premiers rangs desquelles ils plaçaient, en 1984, la liberté de choix scolaire. De l'autre, on défend une conception jacobine de l'État transcendée dans l'idéal laïc.

Une ligne de partage qui passe incontestablement entre la sensibilité traditionnellement laïque du Grand Orient de France, et celle, plus libérale, qui s'exprime dans les autres Obédiences. Mais elle traverse aussi toutes les Obédiences. André Laignel, héros de la cause laïque en 1984, n'est-il pas membre de la Grande Loge de France réputée modérée, sinon de droite ? Tandis que le très Chiraquien Michel Sy, membre du Grand Orient de France, déclarera avoir manifesté avec les partisans de l'école privée le 24 juin 1984 parce que,

«la réforme Savary n'était pas à son sens, une loi laïque, simplement parce qu'elle n'assurait pas la pérennité de l'enseignement privé».

En effet on ne peut priver de subventions un enseignement qui est prodigué à des centaines de milliers de Français.

On a vu réapparaître ces clivages, qui correspondent davantage à des sensibilités philosophiques que politiques, lors des premières polémiques sur le foulard islamique à la fin des années 80. Sur cette épineuse question, certains observateurs ont pu en effet constater que derrière le refus intransigeant de tout signe extérieur d'appartenance religieuse à l'école, transparaisait chez certains francs-maçons la même méfiance, pour ne pas dire plus, que celle que manifestent beaucoup de Français à l'égard de l'islam. A l'inverse, c'est au nom de la tolérance, valeur tout aussi maçonnique que la laïcité, que d'autres francs-maçons acceptent un droit à la différence qui passe selon eux par la visibilité de coutumes nouvelles encore mal acceptées dans une société Française qui reste **pétrie de tradition catholique.**

Pour preuve du malaise des francs-maçons sur la question laïque, on constate depuis quelques années, l'émergence de clubs ou de groupuscules d'inspiration maçonnique, et résolument laïcs, qui tentent de porter sur le terrain profane un combat qu'ils ont de plus en plus de mal à mener à l'intérieur des loges où la lisibilité du combat d'idées est d'autant plus floue qu'elle se confond souvent avec des combats de pouvoir dans l'obédience. En fait, beaucoup de francs-maçons font aujourd'hui un constat amer, la franc-maçonnerie n'est plus productrice d'idées nouvelles susceptibles de rayonner sur la société et de contribuer au perfectionnement matériel et moral de l'humanité.

Certes, elle a très largement contribué, depuis la fin du XVIIIème siècle à la pérennisation des idéaux de la Révolution Française. Elle a également beaucoup fait pour que l'humanisme, le respect de l'État de droit et de l'individu, soient aujourd'hui des valeurs universelles de référence. Mais tout donne à penser que si l'on peut continuer à compter sur les francs-maçons pour

défendre des valeurs partagées par le plus grand nombre face à la montée de l'intolérance ou du racisme, ils sont en panne d'idées dès lors qu'il s'agit de trouver des solutions nouvelles aux problèmes d'éthique, de morale, ou économiques et sociaux qui se posent aux hommes politiques.

Charles Porset, qui est secrétaire général de l'Institut d'Histoire et de recherche maçonnique, analyse la situation en ces termes,

«Le grand orient donne l'impression d'être le reflet de son temps et de n'avoir plus de projets. Nous disons dans notre jargon qu'il faut laisser ses métaux à la porte du temple, autrement dit, de ne pas y rentrer avec des a priori politiques et religieux. Malheureusement, les francs-maçons laissent trop souvent leurs idéaux aussi à la porte. Aujourd'hui, nous n'anticipons plus dans le domaine idéologique, nous n'élaborons plus les projets de textes de loi comme jadis en matière d'interruption de grossesse. Nous sommes à la remorque. Certes, la maçonnerie doit être sans but, mais pas sans idéal», voir [ici](#).

Certains maçons, conscients de cette situation, l'expliquent en partie par le mode de recrutement des loges. La cooptation qui demeure le principal moyen de recrutement tend à reproduire et à accentuer une composition sociologique presque exclusivement assise sur les professions intermédiaires et les classes moyennes. Il n'y a pratiquement pas d'ouvriers ou de paysans francs-maçons mais guère plus d'artistes ou d'intellectuels dans les loges. Aucun des grands penseurs ou philosophes de ces cinquante dernières années n'a été franc-maçon. Les grands intellectuels, scientifiques ou chercheurs en sciences humaines, ne pénètrent en loge que lorsqu'ils sont invités à participer aux tenues blanches, ouvertes ou fermées, réunions maçonniques ouvertes aux profanes qui ressemblent parfois à des mises en scène à grand spectacle mais donnent toujours l'impression que c'est à l'extérieur de leurs loges que les francs-maçons vont chercher les idées intéressantes.

Une autre cause explique aussi la perte d'influence de la franc-maçonnerie sur la vie politique, la plupart des francs-maçons exerçant des responsabilités politiques importantes ne fréquentent pas, ou très rarement, les loges. Par manque de temps ou par crainte d'être sollicités par des maçons en quête de faveurs ou de passe-droits. Et lorsqu'ils s'astreignent à un minimum d'assiduité, c'est pour se retrouver entre eux dans des loges élitistes dont les travaux ne sont ni plus ni moins utiles à la franc-maçonnerie que ceux des loges de base. La loge Demain, créée en son temps par Roger Leray pour rassembler des hommes politiques de gauche et de droite, est l'archétype de cette maçonnerie de club ou maçonnerie «Rotary» que l'on retrouve aussi dans certaines loges où le recrutement se fait sur des critères professionnels ou affairistes.

En fin de compte, à quoi sert l'engagement maçonnique des hommes politiques ? A pas grand chose, si l'on en croit André Laignel,

«Mon engagement politique est plus important que mon engagement maçonnique. Je suis plus proche d'un socialiste profane que d'un maçon RPR».

Guy Mollet estimait pour sa part que,

«La maçonnerie peut être un complément intéressant à la formulation d'un homme politique, mais elle doit rester une affaire privée».

### Un seul maçon dans le ministère Jospin ?

En fait, rien n'est simple dans les rapports entre franc-maçonnerie et pouvoir. Durant les années Mitterrand, ils se sont faits «instrumentaliser» par le Parti socialiste et ont accepté d'immenses reculs sur le terrain de la laïcité tout en étant impuissants à enrayer la montée de l'extrême droite.

Lors de la campagne des présidentielles de 1995, **tous les candidats en lice ont été reçus au Grand Orient de France** et y ont tenu des discours allant exactement dans le sens de ce qu'attendaient les francs-maçons. **Pour quel résultat ?** L'enjeu, sur fond de guerres intestines au sein des instances dirigeantes du Grand Orient, était moins de savoir quel candidat était le mieux placé pour défendre les valeurs maçonniques que de choisir lequel il convenait de soutenir pour avoir le pouvoir dans l'obédience.

Et dans le contexte de coups de poignard dans le dos qui prévalait alors au sein du GO, certains ne furent pas peu surpris de voir une partie de l'ultra gauche laïque et les anciens militants trotskistes prendre parti pour Jacques Chirac, présenté comme le meilleur défenseur des valeurs républicaines et laïques.

Dès lors, peut-être ne faut-il pas s'étonner que le gouvernement de Lionel Jospin ne compte qu'un seul franc-maçon (ou peut-être trois, selon une estimation récente - NDL), membre de la très conservatrice Grande Loge Nationale de France.

### Des maçons depuis 1981.

Je ne sais pas s'il nous porte une affection très profonde. Il sait que nous existons, n'ignore pas que certains de ses collaborateurs et de ses ministres sont francs-maçons. Lorsque j'ai été ministre avec lui, je sais qu'il avait à la fois une grande admiration pour ce que nous faisons et en même temps une immense crainte parce qu'il ne voulait jamais être surpris par des personnes qu'il ne connaissait pas.

C'est en tout cas quelqu'un qui n'a absolument aucune des qualités nécessaire pour être franc-maçon, et c'est pourquoi il ne vous comprend pas. Il a toujours eu peur de nous, expliquait le sénateur Henri Caillavet, membre du Grand Orient de France lors d'un reportage du «Droit de Savoir» sur TF1, l'une des très rares émissions de télévision consacrées à la franc-maçonnerie.

### François Mitterrand n'a jamais été initié. Ni aucun des présidents sous la cinquième République.

En revanche, les personnalités franc-maçonnnes étaient très présentes dans les différents gouvernements de gauche.



En moyenne une dizaine de ministres sur quarante. Parmi eux :

François Abadie, Michèle André, Roger Bambuck, Jean-Michel Baylet, Laurent Cathala, Roland Dumas, Henri Emmanuelli, Joseph Franceschi, Charles Hernu, Pierre Joxe, André Labarrère, André Laignel, Georges Lemoine, Martin Malvy, Jacques Mellick, Christian Nucci, Jean Poperen, Yvette Roudy, Jean-Pierre Soisson, Olivier Stirn, René Teulade, Kofi Yamgnane. Aucun Premier ministre depuis 1958 n'aurait appartenu à la maçonnerie.

#### Cohabitation et francs-maçons.

Dans le gouvernement de cohabitation de Jacques Chirac (1986-1988), on comptait quatre ministres francs-maçons :

Didier Bariani, secrétaire d'état aux anciens combattants, ancien grand maître adjoint au GODF, André Rossinot, charge des relations avec le parlement, Alain Devaquet, ministre aux universités. André Santini, alors secrétaire d'état aux rapatriés, serait également franc-maçon. Lucette Michaux-Chevry, chargée de la francophonie, aurait appartenu à la grande loge féminine de France.

Selon l'hebdomadaire l'Express du 6 mai 1993, André Rossinot, ministre de la Fonction publique, aurait été le seul maçon du gouvernement Balladur, bien que Michel Roussin, ministre de la Coopération, et Roger Romani, ministre chargé des relations avec le Sénat, soient cités.

## LES FRERES INVISIBLES.

**Albin Michel Paris 2001**, extraits par Ghislaine Ottenheimer, voir [ici](#) .



Les Frères revendiquent la paternité de nombreuses réformes, l'école publique, le code du travail, la législation sur les enfants naturels, les congés payés, l'impôt sur le revenu, les habitations à loyer modéré, les lois sur la contraception ou l'avortement, le planning familial ... De fait, ils se sont largement impliqués dans ces débats. Parfois, ils en ont été les exécutants vigilants. Pour autant peut-on considérer que sans le professeur Pierre Simon, maçon et militant actif de la libéralisation de la contraception, sans la fraternelle parlementaire qui a soutenu la loi Neuwirth, la pilule n'aurait jamais été autorisée ? **Les frères invisibles, p. 67.**

Ces utopistes qui ont les pieds sur terre peuvent se targuer d'une autre grande œuvre que personne ne leur contestera, la création, en 1776, des États-Unis d'Amérique. De George Washington à Franklin D. **Roosevelt**, voir [ici](#), plusieurs générations de frères se sont succédé pour bâtir la première démocratie du monde. Nombre de leurs successeurs ont été initiés à l'université, comme **Bill Clinton**, voir [ici](#), ou **Al Gore**, voir [ici](#). **Ibidem, p. 71.**

Parmi les femmes promues par Mitterrand dans les différents gouvernements de gauche, on compte nombre de sœurs, Yvette Roudy, Edwige Avice, Michèle André. La sœur de Danielle Mitterrand, Christine Gouze-Renal, productrice de film et épouse de **Roger Hanin**, voir [ici](#), a été initiée. Comme Anne-Marie Dupuy, qui fut directeur de cabinet de Georges Pompidou puis maire de Cannes, **Françoise Giroud**, voir [ici](#), Margie Sudre, députée RPR de la Réunion, ou Lucette

**Michaux-Chevry**, voir [ici](#), présidente RPR de la région Guadeloupe et ancienne ministre de la Francophonie sous Jacques Chirac. Peu à peu, elles ont à leur tour investi les lieux de pouvoir. Marylise Lebranchu, la nouvelle garde des Sceaux du gouvernement Jospin, en est une illustration. **Ibidem**, p. 74.

Autre idée reçue, liée à la force de l'Histoire, la maçonnerie serait l'apanage de la gauche radicale-socialiste. Pourtant, toutes les familles politiques ont tissé des liens avec la franc-maçonnerie, de l'extrême droite à l'extrême gauche. S'il existe des différences politiques entre les obédiences, les frontières sont poreuses. La GLNF est, certes, très marquée à droite, mais on peut y rencontrer des socialistes. Le réalisateur de télévision Serge Moati, voir [ici](#), qui ne cache pas ses convictions de gauche, a été initié à la GLNF (**Grande Loge Nationale Française**, voir [ici](#)). Tout comme Gérard Peybernès, collecteur de fonds du PS. **Le Grand Orient de France**, voir [ici](#), est très majoritairement à gauche mais des frères engagés à droite, comme l'ancien député RPR Olivier Dassault, en sont membres.

**Jacques Chirac**, dont des maçons de haut grade affirment qu'il a été initié à **La Grande Loge Alpina**, voir [ici](#), une Obédience Suisse très élitiste qui ne coopte que des dirigeants de très haut niveau, y a de nombreux relais, (**information que je n'ai pu vérifier**). Son grand-père, instituteur corrézien, était lui-même maçon. Ce dont le président de la République ne s'est jamais caché. Mais son père l'était également. **Ibidem**, p. 61-62.

Nous sommes en 1969. Au lendemain du départ du général De Gaulle, François Mitterrand, qui n'est alors que président de la petite FGDS (Fédération de la gauche démocrate et socialiste), croit plus que jamais en ses chances. Pour gagner, il doit trouver de l'argent, beaucoup d'argent. Il va faire appel aux frères qui déjà, en 1958, au début de sa traversée du désert, ont formé sa garde rapprochée et l'ont aidé à fédérer les socialistes. Il s'attelle patiemment à reconstituer des réseaux. Avec l'aide de quelques jeunes maçons ambitieux, il «rassemble ce qui est éparé», selon la terminologie maçonnique.

D'obscurs petits clubs maçonniques, orphelins depuis l'avènement de la Vème République. La Ligue pour le combat républicain, à laquelle appartiennent Louis Mermaz et François de Grossouvre, voir [ici](#). Le Club des Jacobins, fondé par Charles Hernu, dont les dirigeants appartiennent en grande majorité au GO, notamment Guy Penne, son secrétaire général. Le Club des Montagnards, fondé par Jean-André Faucher, condamné à mort par contumace à la Libération, qui sera décoré de la Légion d'honneur pour services rendus lors des missions de paix en Nouvelle-Calédonie. Inlassablement, Mitterrand séduit, fédère. En 1964, ses efforts sont couronnés d'un premier succès avec la création de la Convention des institutions républicaines (CIR), qui servira de ciment pour constituer le futur Parti socialiste. **Ibidem**, p. 143.

En 1986, quand éclate l'affaire du Carrefour du Développement, personne ne parle des complicités maçonniques. D'une manière générale, l'allusion à la Franc-maçonnerie est rare, quand elle n'est pas mise de côté. N'évoque-t-elle pas de mauvais souvenirs, notamment ceux des vives campagnes d'avant-guerre ? Pourtant, on est bien en peine de dénicher, parmi les principaux scandales des vingt dernières années, une affaire qui se soit déroulée sans le concours de Frères ici ou là.

Carrefour du Développement, Sagès, **Urba-Gracco**, voir [ici](#), Luchaire, **Crédit Lyonnais**, voir [ici](#), **Elf**, voir [ici](#), **marchés truqués à Paris**, voir [ici](#), dans les Hauts-de-Seine, ou en **Ile-de-France**, voir [ici](#), **sang contaminé**, voir [ici](#), **ARC**, voir [ici](#), **GMF**, **Française des jeux**, **Mnef**, voir [ici](#), Pechiney, financement occulte du **PS**, du **PR**, du **CDS** et du **RPR**, **vente d'armes en Afrique**, voir [ici](#), pour ne parler que des plus connues :

les principaux acteurs sont maçons.(...)

C'est ainsi que la sœur Lucette Michaux-Chevry, député RPR de la Guadeloupe, se retrouve condamnée pour faux et usage de faux à propos de facture payée par une société d'Angoulême qui (coïncidence) travaillait avec l'ex-maire socialiste, le frère **Jean-Michel Boucheron**, voir [ici](#). Que Hubert Haddad, éditeur des bulletins électoraux de nombreux socialistes (dont les frères Louis Mermaz, André Laignel et Georges Fillioud), a aussi traité avec l'ARC. Que l'ancien député gaulliste Henri Modiano se retrouve impliqué dans l'affaire du Loto avec le mitterrandien Gérard Colé (mais celui-ci a finalement obtenu un non-lieu). Mais attention au syllogisme, si nombre de ripoux sont maçons, **tous les maçons ne sont pas ripoux** voir [ici](#). C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, pendant longtemps, la presse a fait preuve d'une extrême retenue. **Ibidem, p. 242-243.**

A court d'idées, soucieux de se répartir postes, prébendes et décorations, impliqués dans d'innombrables scandales, infiltrés par des réseaux affairistes et mafieux, les francs-maçons seraient-ils devenus franchement nuisibles ? Certes, la GLF n'est pas directement responsable du scandale de la Mnef, ni le GO de l'affaire du sang contaminé, ni même la GLNF des marchés truqués de la région parisienne. En l'absence de réseaux maçons pour détourner les procédures judiciaires, dénicher des planques en Afrique et aux Caraïbes, ouvrir les coffres des paradis fiscaux, la corruption ou simplement l'affairisme, auraient trouvé d'autres relais. Mais le fait est que la maçonnerie est bien mal fréquentée. Et se pose la question de sa place et de son rôle dans la République. Ce n'est pas l'existence même de cette société de pensée qui est en cause, mais le secret et le serment d'assistance mutuelle, car ils favorisent le mélange des genres et instillent la suspicion. **Ibidem, p. 331.**

#### LES INTOUCHABLES.

**Crédit Lyonnais**, voir [ici](#), **Vivendi**, **Alstom**, **France Télécom...** **Jean-Yves Haberer**, **Jean-Marie Messier**, voir [ici](#), **Pierre Bilger**, **Michel Bon**. Ces noms ont fait les unes de tous les journaux durant des semaines, voire des mois, des années. Il s'agit des plus grandes faillites de l'histoire du capitalisme Français. Avec des records mondiaux d'endettement. Des milliards partis en fumée, des licenciements en série, des actionnaires ruinés, des salariés brisés. Ces quatre entreprises étaient dirigées par des inspecteurs des Finances. L'élite de l'élite Française. On parle d'une micro-société de 250 personnes. Chaque année, sur la centaine d'étudiants qui entre à l'École Nationale d'Administration, une grande école réputée extrêmement sélective, ils sont seulement quatre ou cinq élèves à être admis dans ce corps, qui conduit aux plus brillantes carrières. Ces hommes, et quelques très rares femmes, triés sur le volet, formés à l'exercice du pouvoir, occupent depuis des décennies les plus hauts postes du très puissant ministère des Finances, dirigent un grand nombre de banques et les plus grandes entreprises, trustent les sièges des conseils d'administration des sociétés les plus puissantes et s'arrogent les présidences des autorités de tutelle ou des organes de régulation.

L'inspection des Finances, objet de tous les fantasmes, a également donné à la France son plus jeune président de la République, **Valéry Giscard d'Estaing**, quatre Premiers ministres, **Jacques Chaban-Delmas**, voir [ici](#), **Maurice Couve de Murville**, **Michel Rocard** et **Alain Juppé**, voir [ici](#) . Partout, il existe des clubs très sélects de gens qui ont réussi, mais nulle part au monde, de tels titres ne propulsent ainsi, dès le départ, de jeunes fonctionnaires vers les sommets. Nulle part au monde, il n'existe de caste aussi restreinte, aussi soudée, qui se coopte et se protège. Une sorte d'armée secrète, tendue vers le même but, le pouvoir, tellement cohérente qu'il n'y a même pas besoin d'instances disciplinaires pour y faire régner l'ordre. Entre eux, ils s'appellent «**camarades**». Installés au sommet de la pyramide de la nomenclatura Française, ils ne sont jamais ni sanctionnés, ni contestés, ni contrôlés, ni évalués. **Ils sont intouchables.**

Pas au sens indien du terme, de paria - encore qu'ils sont peut-être en train de le devenir - mais au sens figuré,

«**Qui ne peut être l'objet d'aucun blâme, d'aucune sanction. Personnage hors d'atteinte, protégé, indéboulonnable, sacro-saint** », note le Petit Robert.

Leur parole, leur pensée ne peuvent, ne doivent pas être critiquées ni remises en cause. Puisqu'ils incarnent l'excellence, l'État, l'intérêt général. Ils savent mieux que le peuple ce qui est bon pour son bonheur. Leur impunité est totale. Il a fallu des scandales d'une extrême gravité pour que certains d'entre eux soient traduits en justice et d'autres, démis de leurs fonctions. **Les intouchables, p. 10-11.**

**En vingt ans, la France a radicalement changé.**

Elle est passée d'une organisation hyper étatique à une économie ouverte sur l'extérieur, traversant une phase extrêmement brutale d'accumulation du capital. Avec des excès et des dérives. Au dire de nos élites, elle aurait simplement pris un peu de retard dans certains domaines. Alors qu'en fait, la crise que traverse le pays depuis de nombreuses années est très profonde. Il ne s'agit pas seulement de la question lancinante, et jamais réglée, de la réforme de l'État. Ni même de la corruption, qui fait dire aux policiers et aux juges Français, le plus souvent «off» bien sûr, que la France est une république bananière.

**Il s'agit de mettre fin à une hypocrisie insupportable: au nom des grands principes républicains, les élites protègent un État quasi féodal.**

«La France sait faire certaines choses. L'euro, une Constitution, fait remarquer Jean-Pierre Jouyet, en conclusion de son propos sur l'inspection. Dans d'autres domaines, elle est moins performante».

C'est extrêmement juste. La France sait concevoir des systèmes, des organisations, inventer des modèles. Ensuite, elle ne sait pas toujours gérer la réalité. La France est un pays profondément structuraliste. Qui privilégie la globalité sur l'individu. Qui pense l'ensemble et néglige l'humain. Qui préfère la théorie à la pratique. Or elle est confrontée à la nécessité de s'adapter au monde anglo-saxon, dominant, et qui, lui, est fonctionnaliste.

Dans le monde anglo-saxon, en effet, on conçoit la société comme un ensemble d'éléments complexes dont l'équilibre dépend de ses diverses composantes, dont la dynamique est la résultante de mécanismes interdépendants. La France pense intérêt général, les Anglo-Saxons pensent confrontation des intérêts. La France édicte des codes très stricts, mais les transgresse. Les Anglo-Saxons sont jurisprudentiels.

**La France décrète.**

**Le monde anglo-saxon s'adapte sans cesse sous la pression de contre-pouvoirs multiples.**

Le diagnostic de **Jean-Claude Trichet**, voir [ici](#), est explicite,

*«La France est un pays qui s'est édifié sur un modèle très particulier. Assez original. Aucun autre pays ne repose sur la même construction historique. Cela lui donne des atouts. Elle doit en tirer parti. En même temps, la construction européenne, l'internationalisation des économies, la mondialisation exigent qu'elle assimile complètement les règles de l'économie de marché. Et elle doit faire un effort sur elle-même».*

Il parlait - «off» - de la nécessité de devenir un pays «**normal**». Car, en effet, la France n'est pas un pays normal. Éducation, sélection des élites, organisation politique, statut de la fonction publique, organes de contrôles indépendants, dans tous ces domaines, le modèle Français est effectivement confronté à des mutations inexorables. L'inspection générale des Finances, le phare de la haute administration, incarne cet ordre ancien. Qu'elle redevienne un corps de contrôle

efficace ou qu'elle continue de fonctionner comme une caste et elle sera le symbole du renouveau ou de la décadence. **Ibidem**

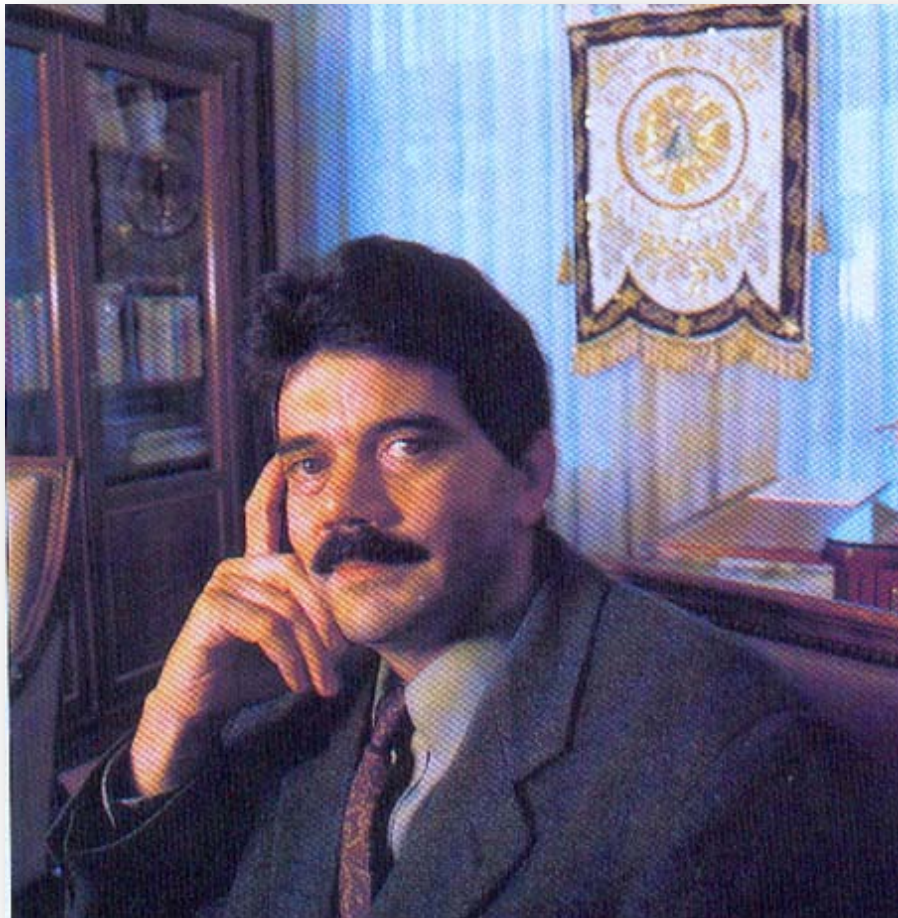
### 1992, Le scandale de la Sagès.

«Il ne m'a pas encore reçu, et ce n'est certainement pas normal, se plaignait Gilbert Abergel, nouveau Grand Maître du Grand Orient, lorsque nous l'avons rencontré en 1993, six mois après son élection à la Rue-Cadet. Il m'a simplement fait adresser une belle lettre, dans laquelle il assurait qu'il «ne manquerait pas de m'inviter», mais il n'y a jamais eu aucune suite. Cela m'a d'autant plus étonné qu'il était un ami de Roger Leray, avec qui j'étais moi-même très lié. Je crois qu'une explication s'impose, il n'éprouve pas une grande admiration pour ce que nous sommes. Seuls les hommes l'intéressent, pas les institutions».

Le Grand Orient n'est pas près d'oublier sa petite phrase de janvier 1992, à propos du scandale politico-financier de la Sagès, l'une des «**pompes à finances**» du PS, dont le président Michel Reyt venait d'être entendu par la justice. Dans un article intitulé «**les Colères de Mitterrand**», «**le Monde**» rapportait comment le chef de l'État, recevant des journalistes en privé, avait tenu des propos très durs contre «ce petit groupe maçonnique», «ce petit groupe de copains». Rue-Cadet, on est alors frappé de stupeur.

Un communiqué est aussitôt adressé à la presse. Rédigé au conditionnel. Comme pour bien marquer qu'on ne peut totalement se résoudre à admettre la réalité de ces accusations, «De telles assertions, par un risque d'amalgames, contribueraient à jeter le discrédit sur l'ensemble des francs-maçons. Henri Caillavet a eu l'occasion d'aborder le sujet de la franc maçonnerie avec François Mitterrand, «Je me souviens de ses reproches, dit-il, «**pourquoi vous cachez-vous ? Pourquoi entretenez-vous des secrets ?**» Un jour, il m'a dit,

«Des maçons, j'en ai autour de moi. Peut-être trop...»



Gilbert Abergel, dernier grand maître du Grand Orient. **«Il n'éprouve pas une grande admiration pour ce que nous sommes»**, constate-t-il à propos de Mitterrand.

**Les maçons à la tête des Mutuelles, la Maif, la Macif, la Matmut.**

«La Fédération nationale de la Mutualité Française pourrait bien être notre plus importante obédience maçonnique !», rigole Michel Baron, universitaire... et franc-maçon. «Prenez René Teuladet ancien président de la FNMF, ancien ministre socialiste des Affaires sociales, il appartient au Grand Orient. Son successeur, Jean-Pierre Davant ? Lui aussi ! »

Quelques années plus tôt, un presque homonyme de Michel Baron écrivait pour sa part,

*«si la franc-maçonnerie ne doit être nulle part, des francs-maçons doivent être présents partout, dans les partis, les syndicats, les associations, les coopératives, les mutuelles».*



C'était signé Michel Baroin, et il savait de quoi il parlait... On pourrait ajouter que Jean-Louis Mandinaud, l'actuel grand maître de la Grande Loge de France, est vice-président de cette même Fédération Nationale de la Mutualité Française. A elles deux, la FNMF et la FMF (Fédération des Mutuelles de France) couvrent aujourd'hui près de 30 millions de personnes, soit plus d'un Français sur deux ! Les moyens mis en œuvre, les sommes engagées sont considérables. La FNMF, la plus importante, regroupe quelque 600 mutuelles complémentaires de la Sécurité sociale, qui réalisent ensemble un chiffre d'affaires de plus de 40 milliards de francs !

Ces mutuelles comptent plus de 1 000 centres de soins et œuvres sociales, des pharmacies, des centres d'optique, des cliniques, des cabinets dentaires, des crèches, des établissements pour le troisième âge, des villages de vacances, des agences de voyages... Elles commercialisent des produits de prévoyance et entrent en compétition avec le secteur bancaire.

Aujourd'hui, le Groupement des sociétés d'Assurances à Caractère mutuel (GSACM) couvre plus de 50 % du marché, Les Français connaissent bien les fleurons de ce Groupement, GMF, MAAF, MAIF; Macif, Matmut... La GMF s'adresse principalement aux fonctionnaires, la MAAF aux artisans, la MAIF aux instituteurs, la Macif aux commerçants et industriels, tandis que la Matmut s'ouvre pour sa part à tous les «travailleurs mutualistes», c'est-à-dire à tous les salariés déjà membres d'une quelconque mutuelle.

L'automobile a fait leur succès. Mais elles ont été amenées à diversifier leurs activités, représentant par exemple plus de 40 % de l'assurance habitat individuel. Instruments du pouvoir économique, les mutuelles le sont incontestablement. François Mitterrand ne s'y est pas trompé qui a assisté à quatre reprises aux congrès de la FNMF, depuis 1981. L'actuel grand maître du Grand Orient, Gilbert Abergel connaît mieux que personne la GMF, dont il dirige la communication interne. Pas plus que ses prédécesseurs, il n'aime voir évoquer une possible collusion entre le rite et les affaires.

Le pouvoir des francs-maçons sur l'économie est quasi nul, au sens où on l'entend couramment, en fantasmant sur «les réseaux qui tirent les ficelles». Michel Baroin, cet autre grand maître du Grand Orient qui fut, lui, président de la GMF et que l'on présentait volontiers comme le «croisé de l'économie sociale», expliquait avant sa mort,

«si vous voulez dire qu'entre la franc-maçonnerie et l'économie sociale il existe une même manière de se comporter dans la vie publique, alors oui, il y a corrélation. Mais cela présente un danger. On dira, «tous les gens de l'économie sociale sont des francs-maçons», ce qui est faux. **La Franc-maçonnerie, c'est avant tout une manière de penser, de sentir, de vivre et d'agir**»,

«**Patrice Burnat et Christian de Villeneuve**, extraits des «Francs-Maçons des années Mitterrand» Grasset.

SARKOZY ET LA FRANC-MAÇONNERIE.

Beaucoup d'interrogations sur les relations de Nicolas Sarkozy avec la Franc-maçonnerie ? Depuis que Nicolas Sarkozy dans un courrier du 15 octobre 2008, a apposé sur sa signature les trois points symboliques maçonniques, se pose la question de son appartenance à la Franc-maçonnerie ?

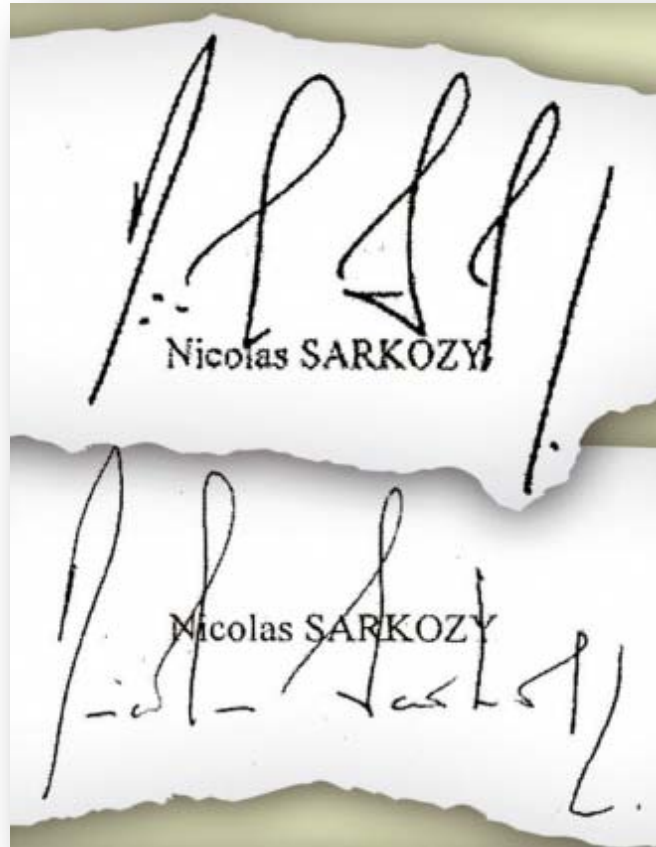
La photo ci-dessous montre bien ces trois points sommets d'un triangle équilatéral qui ne peuvent être positionnés sans intention à côté du «N» de Nicolas. Aucun doute n'est possible, ils n'y ont pas été mis par hasard.

Depuis le XVIIIème siècle l'abréviation de mots suivis de trois points est une pratique maçonnique, voir [ici](#).

Dans la triponctuation maçonnique, Claude Vaillant Grand Orateur du Grand Orient de France déclare le 19 mai 2006,

*«il est vrai que les maçons ont l'habitude d'utiliser **un signe de reconnaissance dans leur signature**, même si cela n'a aucun caractère obligatoire, particulièrement dans la vie professionnelle, surtout qu'en l'espèce la méthode me paraît vraiment peu discrète,»* voir [ici](#).

L'affaire est évoquée quand on compare cette signature à celle du chef de l'État reproduite en dessous.



Affaire objet d'interrogation dans les couloirs du palais de Justice de Paris qui remonte au 21 octobre dernier. Ce jour là, le très officiel bulletin de l'ordre des avocats de Paris publie le facsimilé d'une lettre de Nicolas Sarkozy adressée au bâtonnier Christian Charrière-Bournazel. Objet de la missive, la transposition en droit Français d'une directive de Bruxelles relative à la lutte contre le blanchiment de fonds. Un sujet mineur.

Car l'attention des plus fins observateurs se focalise sur la signature du Président. A l'œil nu, son paraphe comporte trois points en forme de triangle, c'est le signe distinctif des franc-maçons quand ils s'adressent à un «**Frère**» !

Etonnant, d'autant plus que la signature sarkozienne habituelle ne contient pas ce genre de figure géométrique. Que faut-il en conclure ? L'Elysée dément catégoriquement que le président soit ou ait été affilié, un jour, à la Franc-maçonnerie. Et ce, même si plusieurs membres importants de son entourage, de Xavier Bertrand, l'homme fort de l'UMP à Brice Hortefeux, l'ami de trente ans, fréquentent ou ont fréquenté les Loges. Le Château renvoie à la lecture de «**La République, les religions ou l'espérance**», un ouvrage que Nicolas Sarkozy, alors Ministre de l'Intérieur et des Cultes avait publié en 2004 pour expliquer son attachement à une «**laïcité ouverte et apaisée**».

«Il est possible qu'il y évoque sa non-appartenance à ce courant de pensée»,

croit se souvenir un porte-parole. Mais la référence n'est guère probante. Vérification faite, dans cet ouvrage, le futur président de la république fait l'impasse sur la Franc-maçonnerie. Même s'il se dit «**membre de l'église catholique**», ce qui, en creux, semble exclure une appartenance à la fraternité des «**trois points**». Le mystère demeure donc,

«**pourquoi le président de la République a-t-il apposé ce qui ressemble à un signe maçonnique aux côtés de sa signature ?**»

Etait-ce un clin d'œil à l'Ordre des avocats, peuplé de nombreux maçons ? Ou bien un simple glissement de sa main au moment de tracer les lettres «ico» de son prénom «Nicolas» ? Ou bien une diversion pour semer un doute ? Les avocats initiés n'ont pas fini de plancher, Le Nouvel Observateur [ici](#).

En fait pour Alain Bauer aujourd'hui proche du président, «**J'ai plusieurs lettres de lui sur un mur de mon bureau, s'amuse-t-il. Il n'y en a pas deux qui sont signées de la même manière**». Alors, pourquoi le fantôme collectif aurait-il vu trois points là où il n'y avait rien à signaler ?

«**C'est d'autant plus idiot que les francs-maçons savent que Nicolas Sarkozy ne l'est pas, tandis que les autres, au mieux, n'en ont rien à faire**»

Pour Laurent Bonneli du Monde diplomatique, voir [ici](#) .

L'attribution à M. Alain Bauer, sur ordre du président de la République, d'une chaire nouvelle de «**criminologie**» au Conservatoire national des arts et métiers, **CNAM**, relèverait-elle de la même logique que celle de l'empereur Caligula (12-41) qui voulut faire nommer consul Incitatus, son cheval favori ?

Plus qu'un acte de folie, il s'agissait d'humilier un Sénat qui lui était profondément hostile, en serait-ce de même pour le **CNAM** ?



Certes, Alain Bauer ne semble pas souhaité au CNAM d'orientation plutôt scientifique et loin des élucubrations des Maîtres de l'Univers, mais pourquoi pas dans la mesure où sa compétence en criminologie est reconnue, bien que la montée de la violence soit plutôt la conséquence de la situation économique de plus en plus dégradée et du tout répressif de ce gouvernement.

Alors même que le monde de l'université et de la recherche se mobilise contre des réformes visant à réduire son autonomie et ses crédits, élever le président-directeur général d'une entreprise de sécurité au rang de professeur des universités témoigne en tout cas d'un esprit facétieux. Ce n'est guère de ses connaissances scientifiques que M. Bauer tire sa légitimité.

Longtemps membre du Parti socialiste, il fut l'un des artisans du virage sécuritaire du gouvernement de M. Lionel Jospin, annoncé au colloque de Villepinte en octobre 1997. Un virage dont sa société, **AB Associates**, bénéficia largement, puisque son chiffre d'affaires a été multiplié par cinq depuis cette date. La teneur du discours de M. Bauer lui valut d'ailleurs la reconnaissance de M. Nicolas Sarkozy, auquel il s'est ensuite rallié.

Nicolas Sarkozy et Alain Bauer



Celui-ci lui confia en novembre 2003 la présidence de l'Observatoire national de la délinquance, dont on mesura l'indépendance intellectuelle lorsque l'un de ses responsables publia un ouvrage sur le bilan de l'action de M. Sarkozy au ministère de l'intérieur, préfacé par ce dernier. Mais, pour être un bon marchand de peur, il ne suffit pas d'entretenir de nombreux contacts politiques ou administratifs, d'avoir été grand maître du Grand Orient de France ou d'occuper la scène médiatique. Il faut également pouvoir se prévaloir d'une autorité scientifique. De là tous les efforts de M. Bauer pour fonder, avec le concours naïf ou intéressé de certains universitaires et chercheurs, la criminologie comme discipline académique autonome, ce qu'elle n'est pas en France.

Son projet, qui réduit largement l'étude de la délinquance et du domaine pénal aux dangers du monde et aux «**nouvelles menaces**», a soulevé un tollé des spécialistes de la question. Cela n'empêche pas M. Bauer de se proclamer «**criminologue**» et d'avoir, en août 2007, dirigé une mission de réflexion sur le rapprochement des institutions de formation et de recherche qui travaillent sur les questions de sécurité. Il s'agit à la fois de l'Institut des hautes études de défense nationale, de l'Institut national des hautes études de sécurité, du Centre des hautes études de l'armement et de l'Institut d'études et de recherche pour la sécurité des entreprises. Leur possible fusion constitue un enjeu considérable puisqu'elle pose la question du contrôle des savoirs et des crédits administratifs de recherche.

La création d'une chaire à sa mesure au CNAM devrait placer M. Bauer en bonne position pour mener cette réforme, le problème est qu'elle n'est pas bien définie et qu'en outre, sous le vocable réforme on y place ce que l'on veut. En ce sens, elle rappelle un peu l'écurie de marbre et la mangeoire d'ivoire que Caligula avait offertes à Incitatus.

Afin de mesurer l'action d'Alain Bauer sur la criminologie, voir le rapport sur la création de l'Observatoire National de la Délinquance en novembre 2003 par Alain Bauer président du Conseil d'orientation [ici](#).

Comme beaucoup d'homme d'État Nicolas Sarkozy ne peut ne pas tenir compte de l'importance de cette association au passé séculaire qui a donné de grands hommes à la France mais aussi dans le monde, même si elle est suspecte par son action à couvert. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner qu'il ait eu des contacts avec le Grand Orient de France, mais aussi probablement avec la Grande Loge de France plus à droite ou le secret semble plus imperméable.

Dans le blog des internautes du Nouvel Observateur [ici](#) «**si on en parlait**», Bernard Gauthier commence son article par, «**dis moi qui tu fréquentes je te dirais qui tu es**».

Ce n'est pas forcément vrai.

Frère parmi les Frères? Non, pas jusque-là ! Il a tout simplement fondé la Sarkozie en empruntant à la franc-maçonnerie des «**tuyaux**» ou des «**recettes**» sur son mode de fonctionnement ! Un Ministre de l'Intérieur ne peut gouverner que par les relations qu'il entretient avec la franc-maçonnerie. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre, avouait, «**jamais je n'aurais pensé que les francs-maçons étaient aussi puissants**».

Donc, Sarkozy n'a eu d'autre choix que de composer avec des francs-maçons d'influence. Au printemps 2006, il demande à Alain Bauer de lui dresser une liste de grands maîtres qu'il pourrait inviter place Beauvau. Le vouvoiement tourne rapidement au tutoiement, Sarkozy comprend vite ce qu'il peut en craindre et ce qu'il peut en attendre, et Bauer de le tester, de le mettre au pied du mur pour s'assurer que son «**élève**» a bien compris, c'est lui qui le fera parler, devant les jeunes de l'université d'été de Jaurès, de Blum, **de République est à vous , de République c'est vous**.

**Sarkozy a donc été pénétré.**

Ce fut un triomphe, la salle se leva pour applaudir, et à partir de là ce fut l'heure de gloire pour Bauer, et Bauer n'en resta pas là.

Il l'emmena en Amérique renouer des liens avec l'administration Bush, Bauer a vécu aux États-Unis où il a assuré des activités qu'il préfère taire et qui lui ont permis de tisser des relations avec la police de new-yorkaise voire autres services bien connus...! Combien de francs-maçons aujourd'hui dans son entourage le plus proche ? Officiellement il y a Hortefeux et Bertrand, il y a ceux qui l'ont été et qui disent qu'ils ne sont plus, il y a surtout ceux qui ne le disent pas.

On pourrait se demander pourquoi s'il n'y avait ce côté **«silence et secret»** qui leur permet de s'infiltrer sans que les autres ne le sachent. Cela fait partie de leur façon de faire, cela leur confère une puissance, cela leur permet de cultiver cet aspect mythique, de rester constamment en réserve et de montrer leur force au moment opportun, une façon de signifier qu'ils sont là et bien là !

Dans **«Place Beauvau, la face cachée de la police»**, les auteurs journalistes au Point avait consacré un chapitre **«Tous Frères ?»** pour un ministre de l'intérieur, avoir un conseiller franc-maçon dans son cabinet revient à porter un talisman autour du cou, cela vous protège des mauvais sorts jetés par vos adversaires.

**«La franc-maçonnerie est partout au ministère de l'intérieur, à tous les étages et dans tous les bureaux. Son influence est réelle sur les carrières»**

disait un ancien de l'équipe de Daniel Vaillant. Dans ce chapitre, les auteurs rapportent des anecdotes croustillantes concernant des affaires. Il faut un format 21/29.7 pour que tienne la carte de visite d'Alain Bauer. Elle surprend, on ne s'y attend pas ! Ce n'est pas le Alain Bauer qu'on peut se figurer quand on le voit à l'émission «C dans l'air» par exemple ! Il ne fait pas particulièrement parler de lui, et lorsqu'on le découvre on comprend pourquoi.

Le discours de Nicolas Sarkozy ministre de l'intérieur sur la sécurité intérieure et des libertés locales mardi 24 juin 2003, voir [ici](#).

**Mesdames et Messieurs les Grands Maîtres.****Mesdames, Messieurs,**

1. Je suis heureux de vous accueillir ce soir au ministère de l'intérieur pour célébrer le 275ème anniversaire de la naissance de la franc-maçonnerie Française. La franc-maçonnerie est une grande école de pensée.

*A l'image du préambule de la future Constitution européenne, je veux rendre un hommage appuyé au rôle qu'elle a joué, et qu'elle joue encore, dans la diffusion et le rayonnement de valeurs humanistes de premier plan, l'égalité des individus, l'universalité de la nature humaine, la tolérance.*

*Je veux souligner sa contribution active à la construction d'un monde meilleur et au rassemblement des hommes autour des idées qui les ennoblissent. La franc-maçonnerie a toujours été présente aux grands moments de notre histoire pour conforter la démocratie et les droits de l'homme.*

*Je tiens enfin à vous dire l'estime que j'ai pour la rigueur de vos débats, votre souci de l'écoute mutuelle, votre appétence pour les positions équilibrées. Dans le respect de la diversité de vos obédiences, vous partagez une commune discipline dans l'analyse et une grande foi dans la raison.*

*C'est d'abord en ce sens que vous êtes bien une école de pensée. L'une des caractéristiques les plus remarquables de la franc-maçonnerie est l'universalité de ses idéaux. En témoigne, ce soir, la présence de représentants d'obédiences étrangères. A vous tous qui êtes venus vous associer aux cérémonies de vos frères et soeurs français, je souhaite une particulière bienvenue.*

*2. Dans ce ministère de l'intérieur, la franc-maçonnerie Française est un peu chez elle. Je ne dis pas cela parce qu'il y aurait, dit-on, beaucoup de maçons dans ce ministère. Je n'en sais rien et je ne tiens pas à le savoir. Vous tenez à la discrétion de vos engagements et plus encore au libre choix de chacun de révéler ou non son appartenance à la franc-maçonnerie. Croyez bien que je respecte profondément cette liberté.*

Je sais le prix dont vos prédécesseurs ont payé leur engagement maçonnique. **Si la franc-maçonnerie est chez elle au ministère de l'intérieur**, c'est plus simplement parce que peu de ministères portent aussi bien les valeurs républicaines et que peu de familles de pensée s'identifient aussi bien à la République, lire la suite....

#### Vrais-faux et faux-vrais francs-maçons.

Autour du président, le député maire Patrick Balkany, proche parmi les proches, envoie un courrier comminatoire de démenti à quiconque mentionne son appartenance à la GLNF, qui fait pourtant figure de secret de Polichinelle parmi les frères, tout comme le passage sous le bandeau du patron de l'UMP, Patrick Devedjian, qui dément pourtant toute appartenance.

Le département des Hauts-de-Seine est cependant une terre fertile pour la maçonnerie, qui a compté parmi les siens de nombreux maires, tel Achille Peretti, prédécesseur et parrain de Nicolas Sarkozy à la mairie de Neuilly. Manuel Aeschlimann, député maire d'Asnières, a raconté à d'anciens collaborateurs son initiation à la GLNF, à la fin des années 90. Plaisanterie ? Goût de la mystification ? Il se déclare en tout cas «surpris» que l'on puisse l'imaginer franc-maçon, et affirme n'avoir jamais fréquenté une loge.

Certains, à l'inverse, sont poursuivis par une réputation usurpée. C'est le cas du secrétaire d'État André Santini, que ses rondeurs pourraient faire passer pour un habitué des agapes, cette troisième mi-temps des tenues fermées. Ou encore de Michel Charasse, sénateur et ancien ministre, unanimement perçu comme franc-maçon, en raison notamment de son anticléricalisme revendiqué. Pour lui être agréable, son ami Alain Bauer, lui a signé un document tout à fait singulier et dont la valeur autre qu'humoristique est d'ailleurs contestable, un certificat de non-appartenance à la franc-maçonnerie !



Depuis l'histoire de la république aucun président n'avait franchi les portes du temple de la Franc-maçonnerie, et bien cela a été fait pas notre cher président Sarkozy en janvier 2008 au Grand Orient de France. Seul Albert Lebrun un socialiste l'avait fait en 1932. C'était sur l'invitation du GO de se rendre en tenue blanche fermée dans leur temple.

Après le discours de Nicolas Sarkozy, à Rome, sur les «**racines chrétiennes de la France**», Jean-Michel Quillardet, le grand maître du Grand Orient, 2005- 2008, s'est ému publiquement de la menace implicite sur la laïcité que recelaient de tels propos.

Si certains se demandaient à quoi pouvaient encore bien servir les francs-maçons, Nicolas Sarkozy leur a fourni la réponse. Il a réveillé les loges qui ont démontré qu'elles ne badinaient pas avec la laïcité. Après le discours du Latran, **Jean-Michel Quillardet**, a été le premier à réagir, suivi par sept obédiences, du Droit humain à la Grande Loge féminine de Memphis Misraïm.

**«Nous avons immédiatement demandé un rendez-vous à l'Élysée, raconte-t-il. Nous avons été reçus dès le 8 janvier».**

Une heure d'entretien avec cinq anciens grands maîtres dont Alain Bauer, un proche de Sarkozy.

*«Ce n'est pas vous, les francs-maçons, qui aimez tant débattre, qui allez me reprocher de faire la même chose, leur a lancé le président. J'ai des convictions religieuses, je ne vois pas pourquoi je ne les exprimerais pas !».*

Il a réuni quelques anciens Grands Maîtres pour demander collectivement un rendez-vous à l'Élysée. C'est au cours de cette rencontre qu'a été lancée l'invitation.

Après avoir rassuré ses hôtes sur le fait que la loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État ne subirait que des aménagements techniques mineurs, le président conclut ainsi,

*«vous ne pouvez tout de même pas me reprocher de lancer le débat. Mais nous serions heureux qu'il se poursuive au Grand Orient de France, répond Jean-Michel Quillardet. J'attends votre invitation officielle».*

Celle-ci n'a pas encore été envoyée mais la date et la forme sont à peu près arrêtées. Ce sera après les municipales, en mai ou en juin, avec une allocution d'accueil du grand maître, un discours de Nicolas Sarkozy sur un thème de son choix, puis quelques questions de la salle. Les francs-maçons ont rarement été aussi bien traités par un chef de l'État.

Ces bonnes dispositions ne peuvent pas résulter de la proportion de ministres initiés au sein du gouvernement, elle est quasi nulle, si l'on excepte le cas, non négligeable il est vrai, **de Brice Hortefeux, qui a longtemps fréquenté la Grande Loge nationale Française (GLNF).**

Alain Bauer 2000-2003, aurait pu faire augmenter la proportion, mais il a refusé à deux reprises, la première fois quelques mois avant l'élection, la seconde à la fin de l'année dernière, de devenir ministre délégué à la Sécurité publique, préférant rester l'«**expert en tout**» du président, **de la banlieue à la criminalité en passant par les jacqueries étudiantes.** A l'Assemblée nationale et

au Sénat ? Les connaisseurs voient un peu plus d'un parlementaire sur dix appartenir à la confrérie.

«Certains ne se dévoilent vraiment pas, explique l'un d'entre eux, plutôt partisan de la transparence. Et puis d'autres doivent-ils être comptés comme tels, alors qu'ils ont passé six mois en loge il y a trente ans ?»

Et de citer le cas de Christian Poncelet. Soutenu par les Frères de la haute assemblée lorsqu'il s'est présenté à la présidence du Sénat, celui-ci est souvent présenté comme maçon et ne dément pas, allant même jusqu'à distribuer des poignées de main «**codées**», avec pression du majeur, aux dignitaires maçonnique.

### Le GO contre Sarko ?

L'épisode de l'amendement sur les tests ADN, à l'automne dernier, a été l'occasion de mesurer l'influence fraternelle dans les hémicycles et de constater que celle-ci ne s'exerce pas de manière univoque. Alors que le Grand Orient prend publiquement position contre l'amendement et le principe, le président de la fraternelle parlementaire, le député PS Pierre Bourguignon, tente de mobiliser ses troupes.

«Mais les francs-maçons se sont dispersés au moment du vote, car la discipline de groupe l'emporte sur cette appartenance, regrette Jean-Michel Quillardet. Je crois que la solidarité était d'autant plus difficile à tenir que Thierry Mariani, l'auteur de l'amendement contesté lui-même, est très proche de la GLNF»

Que reste-t-il, alors, de l'influence maçonnique ?

D'abord, une force numérique qui ne cesse de croître. Au Grand Orient, les effectifs augmentent de 1 000 personnes par an, pour atteindre environ 50 000 membres, alors qu'ils n'étaient que 30 000 au plus fort de la III<sup>ème</sup> République.

«Cette vague d'adhésions a commencé il y a plusieurs années mais elle ne se ralentit pas, constate Pierre Mollier, directeur de la bibliothèque de l'Obédience et du Musée Maçonnique. Elle concerne pour beaucoup des cadres moyens, des professions libérales, de hauts fonctionnaires aussi. Mais le profil typique, **c'est le médecin de 40 ans** qui a beaucoup travaillé et vécu dans la camaraderie pendant ses longues études, puis s'est trouvé esseulé dans son cabinet et veut retrouver à la fois un lieu d'échanges et un centre d'intérêt dans sa vie».

Une vision quelque peu idyllique de l'engagement, qui, dans certains secteurs comme la police, l'Education nationale ou les entreprises publiques, reste un notable accélérateur de carrière. Sans parler de l'immobilier, ou de tout ce qui concerne les prestations offertes aux collectivités locales, où certaines loges sont presque consacrées au business.

Combien de divisions ?

Vous avez dit business ?

A l'énoncé de ce mot fatidique, tous les regards se tournent vers la GLNF, dont l'image a été meurtrie dans les années 90 par divers scandales. Forte de la reconnaissance que lui offre Londres, berceau de la franc-maçonnerie dite «régulière», celle-ci pratique un ostracisme certain à l'égard des autres obédiences, comme la Grande Loge de France (GLF) ou le Grand Orient, qui en sont plus qu'agacés.

La GLNF comptait 5 000 adhérents il y a vingt ans et revendique un effectif de 38 000 personnes, en croissance de 3 500 nouveaux arrivants chaque année,

«38 000 frères appartenant à des catégories socioprofessionnelles élevées et dotées de capacités de réflexion, est-ce que ça constitue une force d'intervention et d'influence ?» **Bien sûr que oui**, s'exclame avec satisfaction François Stifani, le tout nouveau grand maître de la Grande Loge nationale Française, qui assure que la frénésie prosélyte de ces dernières années est révolue.

Ce n'est pas l'avis des frères des autres obédiences, outrés par l'agressivité commerciale, si l'on ose dire, de la GLNF. Exemple, à Valence, dans la Drôme, a longtemps existé une seule loge, affiliée au GO. Le vénérable est un chef de service hospitalier, et l'on trouve parmi les membres un magistrat, plusieurs médecins et d'autres professions libérales. Un grand classique de la maçonnerie provinciale. Au fil du temps sont apparus d'autres ateliers relevant de la GLF, de Droit humain, obédience mixte plutôt classée à gauche, et de la Grande Loge féminine de France (GLFF).

Tout ce petit monde vivait en bonne intelligence jusqu'à la fondation d'une loge de la GLNF. Des cadres de cette obédience venus des environs ont été missionnés pour trouver un local, assurer une tenue par mois dans la ville et créer ainsi une loge montée de toutes pièces qui n'accueillait, au départ, aucun habitant de la ville. Puis ils ont établi la liste de personnes «**socialement intéressantes**», auxquelles ils ont adressé un courrier pour se présenter et leur proposer de les rejoindre.

« Comme toujours avec le marketing direct, même appliqué à la franc-maçonnerie, la plupart des destinataires ont jeté la lettre au panier. Quelques-uns se sont manifestés tandis que d'autres étaient déjà dans des loges concurrentes, et se sont indignés de ce racolage déloyal, raconte un responsable du Grand Orient en province. A supposer que nous voulions nous aligner sur eux, nous ne pourrions pas, nous nous ferions lyncher par nos adhérents».

Le GO, pourtant, a répliqué à ce dynamisme un peu excessif en organisant des sortes de séances d'«amphi-retape» dans les facultés et dans les grandes écoles. Une révolution dans la maison, avec pour objectif affiché un rajeunissement des cadres et comme résultat quelques adhésions et des scènes parfois cocasses. A l'Institut d'études politiques de Bordeaux par exemple, **ville où la maçonnerie est solidement implantée**, un étudiant demande à Alain Bauer, parti en terre de mission, si Alain Juppé est franc-maçon,

*«Non, ça n'aurait pas été possible, répond ce dernier. Pourquoi ? interroge l'étudiant. Car Alain Juppé aurait tout de suite voulu être grand maître, et comme il n'aurait supporté personne, il se serait retrouvé seul dans sa loge».*

Une sortie qui a connu un certain succès parmi le public, un peu surpris... La Grande Loge de France se montre beaucoup plus discrète, comme le souligne son grand maître, Alain Graesel, «Je fais une réunion publique par semaine autour d'un thème qui peut être la spiritualité non religieuse, la refondation d'un humanisme modernisé ou les conséquences éthiques des progrès scientifiques». La dernière, à Saint-Etienne, a tout de même réuni 450 personnes, dont la moitié seulement étaient des maçons. Mais nous ne sommes ni favorables au prosélytisme, ni partisans de nous impliquer dans les débats politiques tels que le trou de la Sécu. Ce qui nous intéresse, c'est la «méta». Pour le reste, pas besoin d'être franc-maçon, il suffit de se comporter en citoyen responsable.

Le nombre de divisions, de plus en plus important, de chaque obédience, à commencer par la GLNF, **est la première raison qui incite les pouvoirs en général à tenir les francs-maçons pour des quantités non négligeables, et le réseau qu'ils forment, malgré leurs querelles de chapelle, pour un vecteur d'influence à ménager, voire à flatter.** Avant d'être invités à l'Elysée, les Grands Maîtres ont été reçus, en novembre 2007, par François Fillon à Matignon, et Jean-Michel Quillardet, du GO, par Michèle Alliot-Marie Place Beauvau.

### Les forteresses maçonniques.

La persistance de bastions inexpugnables, ensuite, donne une assise à l'institution. La plus grosse fraternelle (regroupant les frères par corps de métier, au risque d'augmenter les dangers de collusion et de trafic d'influence) est celle de l'Éducation nationale, qui compte près d'un millier de personnes, suivie par celle du ministère de l'Intérieur, baptisée «**Club La Reynie**», forte de plus de 700 membres.

La statistique d'un quart des commissaires francs-maçons a longtemps couru et est désormais exagérée, mais toutes les obédiences sont représentées parmi les forces de l'ordre, avec une prédilection pour la sécurité publique et le renseignement. Le Grand Orient se taille la part du lion dans cette clientèle massive.

«Certaines loges sont composées de policiers à plus de 60 %, raconte un ancien vénérable. Quand je présidais la mienne, il m'arrivait d'appeler un de mes homologues, dans un autre atelier, pour lui demander d'accueillir un flic, parce que nous affichions complet chez nous».

Jamais un ministre de l'Intérieur ne s'est privé d'un conseiller franc-maçon, capable de discuter avec les syndicats policiers et de décrypter un organigramme non publié où les hiérarchies sont parfois inversées par le poids maçonnique de chacun. Au côté du Club La Reynie, qui ratisse large, la préfecture de police de Paris a sa fraternelle propre, de même que les hauts fonctionnaires de tous les ministères et des cénacles plus spécialisés comme le Cercle Joffre, consacré au monde du renseignement et tellement à cheval sur le secret de l'appartenance qu'il n'invite que des conférenciers eux-mêmes initiés, donc tenus à la discrétion sur les membres qu'ils auraient pu reconnaître.

Le secret, dans la police, pose un problème spécifique qui demeure un sujet tabou, comment un frère exerçant des fonctions d'autorité dans des enquêtes sensibles s'arrange-t-il avec le serment maçonnique qu'il a prononcé, dans le cas où des frères se trouvent mis en cause dans le dossier ? La question n'est pas seulement théorique,

«la plupart des francs-maçons n'ont rien à voir avec les affaires financières, mais on trouve souvent des francs-maçons dans ces dossiers-là»,

assure un magistrat. Actuellement, une affaire en cours d'instruction pour abus de biens sociaux à Paris implique plusieurs frères, parmi lesquels deux anciens policiers, dont un très haut gradé, qui savent, à l'occasion, aller aux nouvelles chez leurs anciens collègues. Le mouvement de privatisation a beaucoup nui à l'influence maçonnique, qui a toujours recruté massivement dans les entreprises nationalisées. EDF ou Air France, mais aussi La Poste, où, aujourd'hui encore, une promotion sur deux ou trois est accordée sur des critères d'appartenance fraternelle.

Mais, à l'inverse, l'essor du mouvement associatif ne peut que favoriser celui des francs-maçons, qui sont présents en masse dans de grosses machines comme la Ligue de l'enseignement ou de grandes institutions de défense des handicapés, par exemple. L'influence, enfin, est surtout locale, municipale ou départementale.

Un haut fonctionnaire en poste à Limoges a mis du temps à comprendre que l'ex-député (et ancien magistrat) Alain Marsaud était un franc-maçon moins gradé que le maire socialiste de la ville.

Un détail qui n'en est pas un dans une ville où plus de la moitié des décideurs portent le tablier. A Bergerac s'est tenu, le 13 novembre, un procès surréaliste opposant deux anciens dirigeants d'une grosse association locale gérant des centres d'aide par le travail pour les handicapés. Une affaire compliquée mais dans laquelle tous les protagonistes sont francs-maçons, puisque le principal mis en cause, Charles-Marie Girault, a été introduit au Grand Orient par le représentant de la partie civile, lui-même défendu par le bâtonnier, ancien vénérable de la loge.

Toutes ces appartenances ont fait l'objet de dépositions et d'échanges inhabituellement vifs devant le tribunal. «Les liens maçonniques entre les parties, avérés en cours d'instruction, ont parfois pesé sur la procédure», note Me Thibault de Montbrial, avocat de Charles-Marie Girault. Il est vrai que ce dossier, assez insignifiant sur le fond, mobilise la justice française depuis huit ans, à la suite d'une décision de la chambre de l'instruction de Bordeaux qui exigeait un renvoi en correctionnelle. Il a donc fallu attendre le 15 janvier pour revenir à la case départ, avec un jugement de relaxe favorable à Charles-Marie Girault, celui qui avait révélé les liens maçonniques unissant tous les protagonistes.

A Lyon, Gérard Collomb et certains adjoints n'ont jamais fait mystère de leur appartenance. Une manière de couper court aux fantasmes qui circulaient en ville. Mais voilà, les francs-maçons qui acceptent avec décontraction de dévoiler leur appartenance sont encore très minoritaires. Un vrai problème dans une démocratie moderne et libérée de toute menace totalitaire, susceptible de relancer une «**chasse au maçon**». Mais peut-être ce réseau tire-t-il une grande partie de son influence et de son aura de cette obligation de silence, qui permet à chacun de se dévoiler mais qui interdit à tous de révéler l'appartenance de l'un des leurs, [éléments tirés du Point.fr ici](#).

On voit bien que la Franc-maçonnerie est avant tout **du business pour la marche vers le pouvoir**, en fait elle n'a pas changé depuis son essor du XVII<sup>ème</sup> siècle, réservée à des castes socialement de position moyennes ou supérieures. Mais ce qui paraît le plus surprenant est que même la droite que l'on pourrait croire être en dehors de cette association, semble plus imprégnée

que la gauche du temps de Mitterrand. Au train où vont les choses, la Franc-maçonnerie à encore de beaux jours devant elle. Les hommes politiques de toutes idéologies sauf probablement ceux de l'extrême droite ou de l'extrême gauche pour qui cette association est à rejeter, trafiquent obligatoirement avec elle, comment faire autrement eu égard à son influence.

L'influence de la Franc-maçonnerie ne s'arrête pas à la politique même dans le roman policier, le polar, elle se développe ou probablement on ne l'attendait pas !

En effet, deux auteurs, Éric Giacometti, Journaliste, qui a enquêté, à la fin des années 90, sur la Franc-maçonnerie dans le cadre des affaires sur la Côte-d'Azur, Jacques Ravennes, et c'est son pseudonyme, qui est un Franc-maçon élevé au grade du rite Français, ont co-écrit des romans policiers... Avec «**Le Rituel de l'Ombre**» (2005), «**Conjuration Casanova**» (2006), «**Le Frère de sang**» (2007), «**La Croix des Assassins**», 200 et «**Apocalypse**» (2009), tous parus aux Éditions Pocket,

«Collection Thriller», Éric Giacometti et Jacques Ravenne mettent en scène le héros principal, le Commissaire de police Antoine Marcas, un franc-maçon, qui combat certaines sociétés secrètes et certaines loges maçonniques maléfiques et criminelles... On peut retrouver toute l'actualité de ces deux auteurs, dont j'ai lu toutes les œuvres.

Il s'agit d'un de mes amis journaliste reporter citoyen «**Dominique Dutilloy**» du site Come4News sur lequel mes articles sont également publiés qui m'a suggéré de présenter les œuvres de ces auteurs, [ici](#).